

Deux décennies exceptionnelles pour la Suisse romande

Rapport sur le produit intérieur brut
(PIB) romand, 31 octobre 2024

**FORUM
DES 100**
un événement
LE TEMPS

BCF

BCGE

BCJ

BCN

BCVS

BCV

INTRODUCTION

Un indicateur essentiel

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure la plus communément utilisée pour exprimer le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également des estimations des PIB cantonaux, qui ne donnent toutefois qu'un aperçu limité de l'évolution au sein des secteurs d'activité et ne couvraient, à l'heure de finaliser ce document à la mi-octobre 2024, que les années 2008 à 2021. Pour sa part, le PIB romand comprend des valeurs historiques qui remontent jusqu'à 1997, une mesure de l'activité dans treize groupes de branches ainsi que des prévisions pour l'année en cours et la suivante. Il est publié depuis 2008 par les banques cantonales des six cantons romands, en collaboration avec le Forum des 100 du quotidien *Le Temps*. Le PIB romand est calculé selon une méthode rigoureuse et transparente par l'Institut QUANTITAS pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO.

Le PIB romand pour 2023 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2024 et pour 2025 ont été calculés en octobre 2024. En voici les points essentiels.

En 2023, la Suisse romande a affiché

- une hausse du PIB de 0,6% en termes réels (corrigés de l'inflation)
- une hausse de son PIB en dessous de celle de l'ensemble de la Suisse (+1,2%)
- une croissance en repli par rapport à 2022 (+ 3,2%) et moins forte qu'attendu initialement, en raison du ralentissement de la conjoncture mondiale

En 2024, le PIB de la Suisse romande devrait

- progresser à un rythme de 1,1%
- augmenter à nouveau à un rythme ralenti dans un environnement conjoncturel mondial morose et marqué par des incertitudes
- afficher une hausse en ligne avec celle du PIB suisse (+1,2%)

En 2025, le PIB de la Suisse romande devrait

- progresser de 1,5%
- augmenter un peu plus rapidement que l'année précédente grâce à une remontée de l'activité attendue dans la zone euro
- afficher un rythme de croissance à nouveau similaire à celui du PIB suisse (+1,6%)

Dans le texte et les graphiques de ce document, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est l'Institut QUANTITAS/HES-SO. Les données relatives à la croissance suisse proviennent du SECO et de l'OFS. Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données utilisées ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse pour des raisons comptables mais sans effet sur la conjoncture. Les statistiques sur le commerce extérieur proviennent de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF). En complément de ces sources, ce document intègre d'autres données, publiées en particulier par l'OFS, la Banque nationale suisse (BNS) et le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que le résultat de calculs propres.

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

La croissance peine à décoller

*Prévisions

Sources: QUANTITAS/HES-SO,
OFS, SECO, FMI

Croissance réelle en	2023	2024*	2025*
Suisse romande	0,6%	1,1%	1,5%
Suisse	1,2%	1,2%	1,6%
Zone euro	0,4%	0,8%	1,2%
Monde	3,3%	3,2%	3,2%

L'économie romande est freinée par une conjoncture mondiale sans élan. La poussée d'inflation de 2020 à 2022 – le renchérissement a par exemple atteint 10,6% dans la zone euro et 9,1% aux États-Unis – ainsi que la hausse des taux d'intérêt des banques centrales entre début 2022 et mi-2023 ont contribué à la perte de vitesse de l'activité au niveau mondial, et plus particulièrement dans la zone euro où la croissance est passée de 3,3% en 2022 à 0,4% en 2023. L'inflation a commencé à refluer à la mi-2022, mais il a fallu attendre la mi-2024 pour que celle-ci se rapproche suffisamment de la barre des 2% pour voir la Banque centrale européenne et la Fed commencer à assouplir leur politique monétaire.

Avec moins de révisions des prévisions, la conjoncture mondiale semble redevenue moins volatile. Malgré cela, le bilan de l'année s'annonce mitigé, comme celui de 2023. Selon les dernières prévisions du FMI, la croissance mondiale devrait stagner cette année et l'an prochain à 3,2%, pratiquement au même niveau que l'an dernier (3,3%). Cela pourrait toutefois masquer un rééquilibrage partiel, avec une légère accélération attendue dans la zone euro, dont la croissance passerait de 0,4% en 2023 et de 0,8% en 2024 à 1,5% en 2025, et une légère décélération aux États-Unis, où la hausse du PIB fléchirait d'environ 2,8% l'an dernier et cette année à 2,2% l'an prochain.

La Suisse et la Suisse romande ont ressenti les effets du manque d'élan de l'économie mondiale et de la zone euro; à cela s'est ajouté le renforcement du franc. L'industrie manufacturière a vu son activité freiner et la croissance a fortement ralenti. Dans le pays, elle a été ramenée de 2,9% en 2022 à 1,2% en 2023, alors que, dans la région, elle est passée de respectivement 3,2% à 0,6%. Des points positifs sont aussi à relever: l'inflation a été moins forte – elle n'est montée que jusqu'à 3,5% – et elle est repassée sous la barre de 2% en avril 2023 déjà. La BNS a eu davantage de marge de manœuvre et elle a assoupli sa politique monétaire avant les autres banques centrales. Entre mars et septembre 2024, son taux directeur a été ramené de 1,75% à 1,0%. D'autres baisses sont possibles.

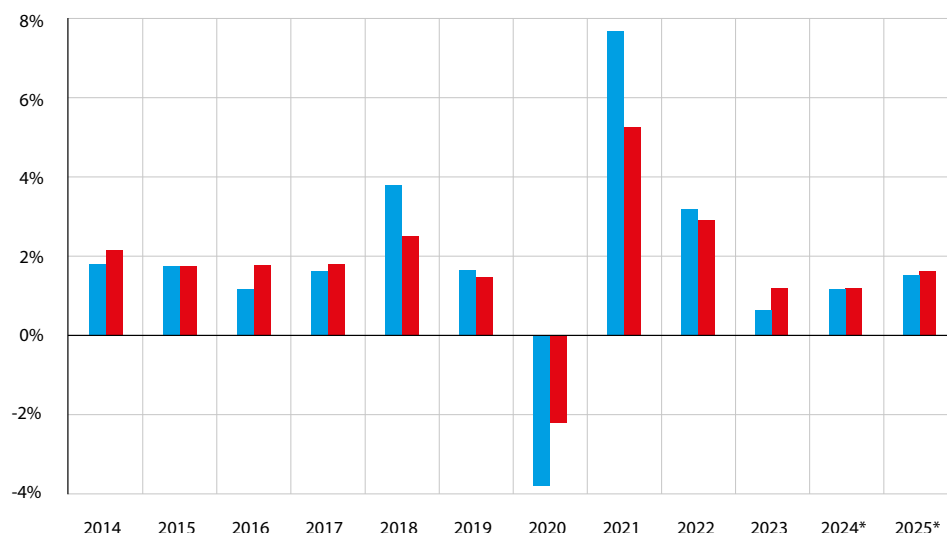
De plus, la conjoncture domestique est solide, le taux de chômage reste bas, à 3,6% en septembre 2024 en Suisse romande (2,5% en moyenne nationale). Ce faisant, la croissance est attendue à un rythme relativement modéré: 1,1% cette année et 1,5% l'an prochain pour la région, selon les estimations de l'institut QUANTITAS pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO, contre respectivement 1,2% et 1,6% pour le pays d'après le SECO. Tant le pays que la région bénéficieraient toutefois de l'amélioration attendue l'an prochain dans la zone euro.

Le degré d'incertitude est élevé. La situation géopolitique s'est tendue avec le conflit au Moyen-Orient. Un niveau d'endettement élevé est aussi de nature à freiner la conjoncture dans certains pays. Quant à la zone euro, de nouvelles déceptions concernant sa conjoncture, comme celles de ces derniers trimestres, sont possibles. Sur le plan suisse, d'autres facteurs de risque résident notamment dans la force du franc, avec un euro s'échangeant à la mi-octobre à environ 95 centimes et un dollar à quelque 85 centimes, des niveaux proches de leurs plus bas historiques face à la devise helvétique, ou dans l'incertitude liée à l'évolution des relations avec l'Union européenne.

Évolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

■ Suisse romande
■ Suisse

*Prévisions



Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrigés de l'inflation, aux prix de 2015), le PIB romand est passé de 185,5 milliards de francs en 2022 à 186,6 milliards en 2023 et, en données nominales, de 192,5 milliards à 195,9 milliards, selon les estimations établies par l'institut QUANTITAS/HES-SO. La comparaison de la croissance romande avec celle de la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du siècle, même si l'écart s'est resserré depuis la crise économique et financière.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande pèse davantage dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième ou du centième de point de pourcentage par année, mais la tendance est régulière. Sur vingt ans, de 2004 à 2023, ce poids est passé de 23,1% à 24,4%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée fléchir en Suisse romande (−0,2% en moyenne par an), alors qu'elle a légèrement progressé sur le plan national (+0,1%). Dans le secondaire (+3,0%) et le tertiaire (+2,1%) romands, les taux de croissance annuels ont été plus élevés que la moyenne nationale (+2,3% et +1,9%, respectivement).

Les économies romande et suisse ont des structures similaires : environ trois quarts de tertiaire, un quart de secondaire et un pour cent de primaire. Il y a cependant des nuances : une industrie des machines et horlogère, des services publics et parapublics ainsi qu'une branche du commerce un peu plus présents qu'en moyenne nationale. Par contre, le poids de la chimie-pharma et des services financiers est un peu plus bas que dans l'ensemble de la Suisse.

Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2014-2023)
centre = branches,
périphérie = secteurs

Secteur primaire	0,9%
Secteur secondaire	23,9%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,7%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	6,5%
Machines, instruments, horlogerie	8,0%
Production et distr. d'électricité et d'eau	1,8%
Construction	5,0%
Secteur tertiaire	75,2%
Commerce de gros et de détail, réparations	15,7%
Hôtellerie-restauration	1,9%
Transports, postes, télécoms, édition	4,9%
Activités financières et assurances	8,4%
Activités immobilières, services aux entreprises	20,2%
Administration publique, santé, éducation, sports	23,2%
Autres	0,8%



Perspectives contrastées d'une branche à une autre

Le manque d'élan de la conjoncture mondiale s'est traduit par une évolution contrastée entre les branches l'an dernier. Du côté de celles pour lesquelles le bilan a été positif, l'hôtellerie-restauration a continué de profiter du retour à la normale après la fin de la pandémie de COVID-19. D'autres activités de services ont aussi bénéficié de la solidité de la demande domestique. En revanche, les branches manufacturières ont vu leur activité ralentir sous l'effet du ralentissement de la conjoncture globale et de la force du franc.

Cette année s'inscrit dans la continuité de l'an dernier, avec toutefois des effets de la morosité de la conjoncture mondiale moins visibles. Ainsi, la plupart des branches devraient afficher une évolution favorable de leurs affaires, tant dans le secteur secondaire que dans le secteur tertiaire.

Pour l'an prochain, l'amélioration attendue de la conjoncture mondiale devrait notamment permettre aux branches manufacturières de voir leur situation continuer de s'améliorer. Et ce, alors que les branches tournées vers le marché domestique devraient globalement voir leurs affaires se développer favorablement.

Évolutions et tendances pour les principales branches

	Évolutions sectorielles 2023	Tendances sectorielles 2024	Tendances sectorielles 2025
>2,5%	Hôtellerie et restauration Commerce de gros et de détail, réparation... Transports, postes et télécommunications, édition	Transports, postes et télécommunications, édition Production et distribution d'électricité et d'eau	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Construction
1,6% à 2,5%	Administration publique, santé, éducation, sports... Activités immobilières, services aux entreprises...	Administration publique, santé, éducation, sports... Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Alimentation, textile, cuir, bois, papier Hôtellerie et restauration	Alimentation, textile, cuir, bois, papier Activités immobilières, services aux entreprises... Administration publique, santé, éducation, sports...
0,1% à 1,5%		Construction Activités financières et assurances Commerce de gros et de détail, réparation... Activités immobilières, services aux entreprises...	Machines, instruments, horlogerie... Secteur primaire Commerce de gros et de détail, réparation... Activités financières et assurances
<0%	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Construction Secteur primaire Machines, instruments, horlogerie... Activités financières et assurances Alimentation, textile, cuir, bois, papier Production et distribution d'électricité et d'eau	Secteur primaire Machines, instruments, horlogerie...	Transports, postes et télécommunications, édition Hôtellerie et restauration Production et distribution d'électricité et d'eau

Sources: OFS, SECO, QUANTITAS/HES-SO

DEUX DÉCENNIES EXCEPTIONNELLES POUR LA SUISSE ROMANDE

2005 : les stigmates du passé

En 2005, notre région s'apprêtait à vivre deux décennies exceptionnelles, mais elle ne le savait pas encore. Alors que la première édition du Forum des 100 avait pour titre «Suisse romande: une région en quête de succès», la dette publique de ses six cantons représentait 72% de leur PIB et la population n'était pas rassurée par le marché de l'emploi, avec le souvenir de taux de chômage dépassant 5%. Vingt ans plus tard, la dette de la région est redescendue à 50% de son PIB, tandis que les tensions sur le marché de l'emploi concernent désormais le recrutement, avec un taux de chômage d'environ 3,6%.

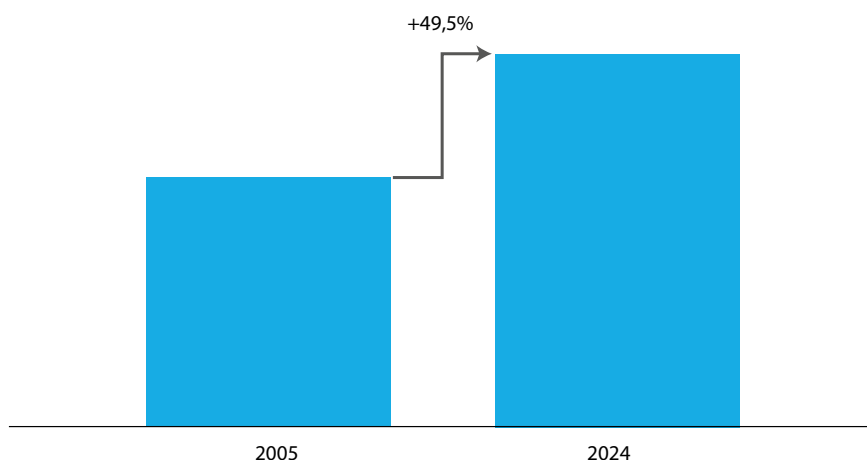
Entre deux, la Suisse romande a trouvé le succès recherché. Son PIB (+49,5% en termes réels entre 2005 et 2024) a davantage augmenté que la moyenne suisse (+43,0%) et que celle des économies industrialisées (+36,5%). Et ce, malgré les crises qui se sont présentées sur son chemin: subprimes, dette de la zone euro, franc fort et abandon du cours plancher de l'euro, pandémie de COVID-19, crise énergétique après le début de la guerre en Ukraine, etc. À chaque fois, la région a été moins touchée et a eu la capacité à rebondir plus vite. Avec l'aide de l'entrée en vigueur des accords bilatéraux, les efforts pour redynamiser le tissu économique après la crise des années 1990 ont été couronnés de succès.

Évolution du PIB de la Suisse romande en termes réels

— PIB de la Suisse romande en termes réels

2024 : estimation

Sources : Office fédéral de la statistique, Secrétariat d'État à l'économie, QUANTITAS/HES-SO



L'emploi sous de bons auspices

L'un des principaux bénéficiaires de cette évolution est l'emploi. Le nombre d'équivalents plein temps a progressé de près de 40% en Suisse romande, tandis qu'il a crû de 30% en Suisse et de 17% dans les économies industrialisées. Alors qu'il avait reculé durant plusieurs années consécutives dans les années 1990 (ainsi qu'en 2003), le nombre d'emplois n'a baissé qu'à deux reprises entre 2004 et 2024 : en 2009, à l'occasion de la récession provoquée par la crise financière mondiale, et en 2020, du fait des confinements destinés à freiner la pandémie de COVID-19.

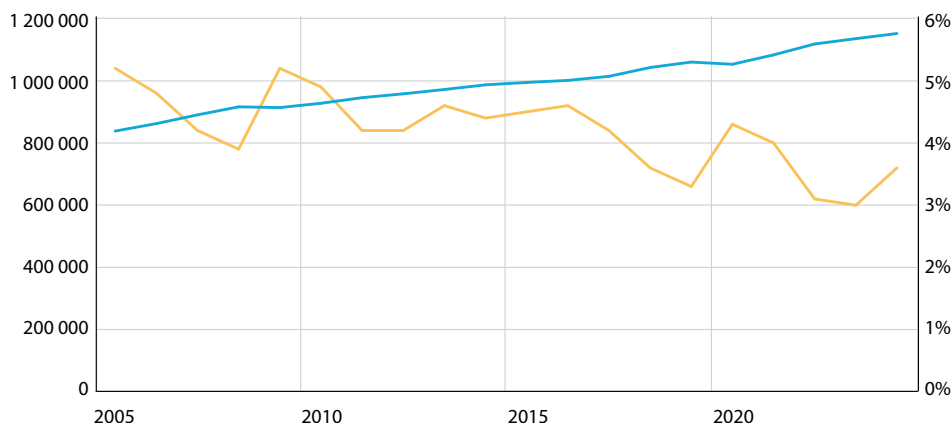
En parallèle, le chômage a suivi une tendance baissière, passant de 5,2% en moyenne sur l'année en 2005 à 3,6% en 2024 (estimation sur la base des chiffres de janvier à septembre). L'évolution a été moins linéaire que celle de l'emploi, avec une remontée en 2009, une stagnation entre 2013 et 2016 sur fond de faiblesse de l'économie européenne, une hausse en 2020 et une nouvelle remontée cette année, en lien avec une économie mondiale hésitante. Malgré cela, le taux de chômage est proche de son plus bas niveau depuis plus de vingt ans.

Évolution de l'emploi et du taux de chômage en Suisse romande

— Équivalents plein temps (échelle de gauche)
— Taux de chômage (échelle de droite)

Équivalents plein temps et taux de chômage 2024 : estimations

Sources : Office fédéral de la statistique, Secrétariat d'État à l'économie, QUANTITAS/HES-SO



Industrie pharmaceutique : valeur ajoutée multipliée par 3,5

En termes de valeur ajoutée, le champion de la croissance est la chimie-pharma, avec une hausse de 252,5% de sa valeur ajoutée sur vingt ans. Cela illustre notamment le développement de la Health Valley de Suisse occidentale. La croissance de la chimie-pharma est cinq fois plus élevée que celle de l'industrie des machines, de l'horlogerie et de la fabrication d'instruments de précision (+52,5%), qui affiche pourtant la deuxième hausse la plus forte. In fine, le secteur secondaire, qui représente un quart du PIB, a contribué pour un tiers à la croissance de celui-ci. Du côté du tertiaire, la plus forte progression concerne les services aux entreprises et activités immobilières (+52,2%). Suivent de près les services publics et parapublics (+50,9%), principalement la santé, l'action sociale, l'enseignement et l'administration, ainsi que le commerce (+42,4%), en lien avec le développement du commerce de gros et le négoce de matières premières. Les services financiers (+35,9%) viennent ensuite.

Emploi : forte contribution des services

Vu sous l'angle des créations d'emplois, le tableau est sensiblement différent. Les plus fortes croissances s'observent dans le secteur tertiaire, qui compte pour plus de 80% des nouveaux emplois. Cela concerne avant tout les services aux entreprises et activités immobilières (+76,2%) ainsi que les services publics et parapublics (+62,7%). Deux branches du secteur secondaire, la construction (+32,6%) ainsi que les machines, l'horlogerie et la fabrication d'instruments de précision (+29,6%), se distinguent aussi. En revanche, la chimie-pharma est en retrait (-15,4%). Si cette activité affiche une productivité très élevée, liée notamment à la recherche qui alimente sa bibliothèque de propriété intellectuelle, elle ne figure pas parmi les principaux pourvoyeurs de nouveaux emplois. En tant que branche innovante et créatrice d'emplois à forte valeur ajoutée, elle est toutefois une illustration de la diversification de l'économie romande, qui est l'une des sources de sa résilience.

Évolution de l'emploi et de la valeur ajoutée par groupe de branches entre 2005 et 2024

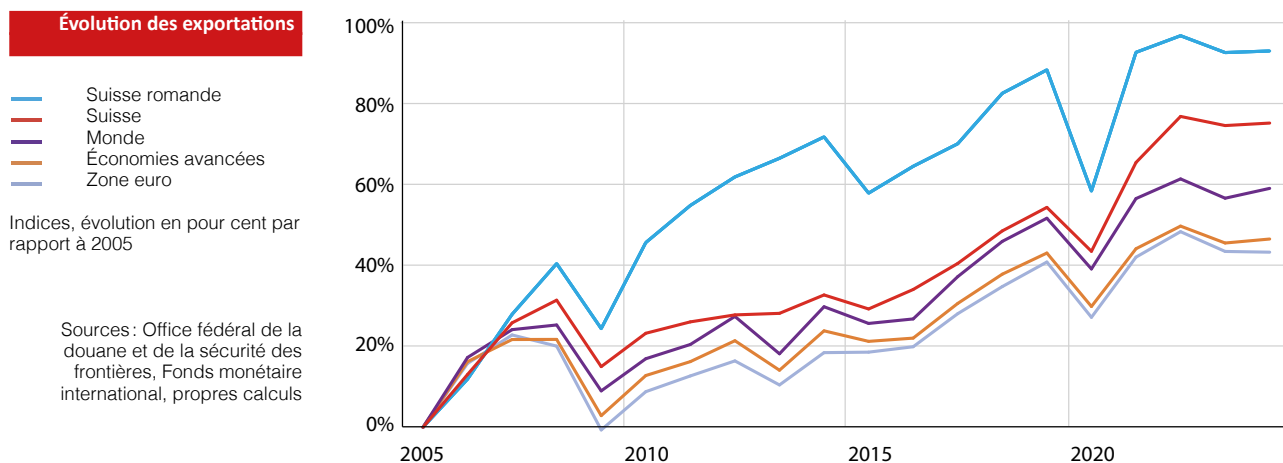
	Emplois						Valeur ajoutée			
	Nombre en 2005	Part du total en 2005	Croissance 2005-2024	Contribution à la croissance	Nombre en 2024	Part du total en 2024	Part du total en 2005	Croissance 2005-2024	Contribution à la croissance	Part du total en 2024
Secteur primaire	31 058	3,7%	-17,0%	-0,6%	25 782	2,2%	1,1%	-0,1%	0,0%	0,7%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	30 773	3,7%	1,5%	0,1%	31 245	2,7%	3,2%	1,5%	0,0%	2,2%
Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	36 965	4,4%	15,4%	0,7%	42 653	3,7%	4,2%	252,5%	10,5%	9,8%
Machines, instruments, horlogerie...	56 318	6,7%	29,6%	2,0%	72 988	6,3%	8,1%	52,5%	4,2%	8,2%
Production et distribution d'électricité et d'eau	9 416	1,1%	33,3%	0,4%	12 554	1,1%	3,0%	-25,3%	-0,8%	1,5%
Construction	65 753	7,8%	32,6%	2,6%	87 205	7,6%	5,3%	28,4%	1,5%	4,6%
Commerce de gros et de détail, réparation...	119 192	14,2%	9,9%	1,4%	130 991	11,4%	12,7%	42,4%	5,4%	12,1%
Hôtellerie et restauration	50 221	6,0%	22,2%	1,3%	61 375	5,3%	2,6%	9,8%	0,3%	1,9%
Transports, postes et télécommunications, édition	54 016	6,4%	30,2%	1,9%	70 309	6,1%	5,2%	28,6%	1,5%	4,5%
Activités financières et assurances	45 948	5,5%	21,5%	1,2%	55 841	4,8%	9,9%	35,9%	3,6%	9,0%
Activités immobilières, services aux entreprises...	122 620	14,6%	76,2%	11,1%	216 003	18,8%	19,4%	52,2%	10,1%	19,7%
Administration publique, santé, éducation, sports...	203 514	24,3%	62,7%	15,2%	331 121	28,7%	22,8%	50,9%	11,6%	23,0%
Autres services	12 455	1,5%	10,3%	0,2%	13 739	1,2%	0,9%	27,0%	0,2%	0,8%
Primaire	31 058	3,7%	-17,0%	-0,6%	25 782	2,2%	1,1%	-0,1%	0,0%	0,7%
Secondaire	199 224	23,8%	23,8%	5,7%	246 644	21,4%	23,2%	66,6%	15,4%	25,8%
Tertiaire	607 966	72,5%	44,6%	32,4%	879 379	76,3%	73,0%	45,5%	33,2%	71,0%
Total	838 249	100,0%	37,4%	37,4%	1 151 805	100,0%	100,0%	49,5%	49,5%	100,0%

2024 : estimations. Sources : Office fédéral de la statistique, Secrétariat d'État à l'économie, QUANTITAS/HES-SO

Hausse soutenue des exportations

Les exportations romandes ont fortement augmenté en vingt ans : de 2005 à 2024, elles ont presque doublé, affichant une hausse supérieure aux exportations suisses. En raison d'une révision en profondeur de la statistique du commerce extérieur de l'Office de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) il y a quelques années, il n'est pas possible de donner de chiffre précis. Mais la tendance est là.

Sur la durée, il y a eu quelques creux, en 2009 avec la crise financière, en 2015 avec l'abandon du cours plancher de l'euro par rapport au franc et en 2020 avec la crise du COVID-19. Durant cette période, selon les statistiques de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la part de la Suisse et du Liechtenstein dans le commerce mondial est passée de 1,3% à 1,8%. La progression peut sembler limitée, mais elle s'inscrit dans un commerce mondial en croissance, grâce notamment à la contribution de l'Asie, et elle signifie que les ventes à l'étranger ont crû plus vite que la moyenne mondiale.



Amériques et Asie aux dépens de l'Europe

Les exportations suisses et romandes ont des profils différents. Au niveau national, la chimie-pharma domine, elle a connu une forte croissance et sa part dans les exportations a augmenté. Les machines, l'horlogerie et les instruments de précision (les données cantonales de l'OFDF ne permettent plus de faire la distinction) ont progressé plus lentement et leur part a reculé ; à noter que, sur le plan national, les machines lourdes sont plus présentes que sur le plan romand. Dans notre région, la dynamique est inversée. La chimie-pharma a moins progressé et sa part a reculé. En revanche, portées par l'horlogerie et les instruments de précision, notamment la medtech, les machines se sont développées et leur poids dans les exportations a augmenté.

D'un point de vue géographique, les évolutions sur les plans national et romand sont plus proches. Les Amériques et l'Asie ont gagné du terrain aux dépens de l'Europe, celle-ci restant toutefois le premier débouché des exportateurs. Parmi les nuances caractérisant le pays et la région, le premier a vu ses ventes vers l'Amérique du Nord progresser plus rapidement, alors que, pour la seconde, c'est l'Asie qui se distingue. Quant à l'Europe, elle représente 55% des ventes pour la Suisse, contre 41% pour la Suisse romande.

Hausse de la population de plus d'un quart

Une autre évolution marquante des vingt dernières années réside dans la forte dynamique démographique. La population romande a augmenté de 26,0%, soit un rythme plus élevé que la moyenne suisse (+21,2%) ou celle des pays industrialisés (+9,1%). L'évolution démographique de notre région est proche de celle de l'emploi et elle a été alimentée par une main-d'œuvre étrangère venue occuper les nouveaux postes créés par les entreprises. Ainsi, la part des personnes ne possédant pas de passeport à croix blanche dans la population romande a augmenté de plus d'un cinquième, passant de 26,2% à 31,8% du total. Sans les naturalisations, la hausse aurait été encore plus élevée.

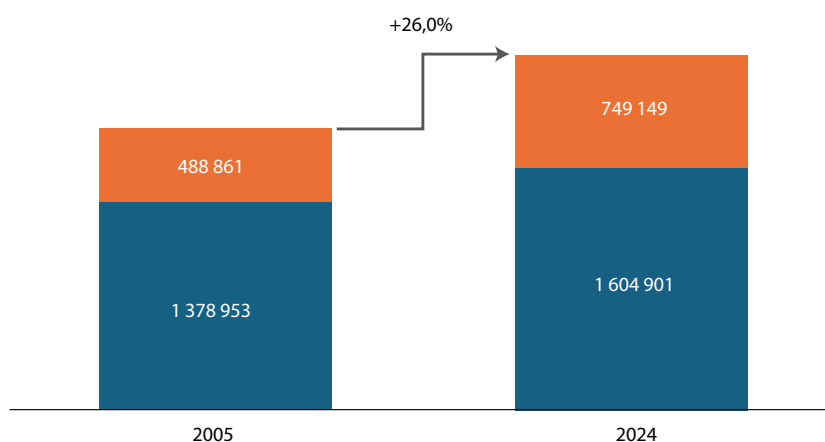
La plus forte contribution à la dynamique démographique revient aux personnes de nationalité étrangère en âge de travailler (entre 20 et 64 ans) : ces quelque 200 000 personnes représentent 40% des 500 000 nouvelles habitantes et nouveaux habitants de la Suisse romande durant cette période, alors que, dans cette catégorie, les personnes possédant un passeport suisse étaient deux fois moins nombreuses (91 000). L'immigration a aussi eu comme effet de freiner le vieillissement de la population. À noter enfin que, si la Suisse romande se distingue par sa dynamique démographique, au coude-à-coude avec Zurich, l'immigration a joué un rôle moins important que dans les autres régions.

Évolution de la population en Suisse romande

— Nationalité étrangère
— Nationalité suisse

2024 : estimations

Source : Office fédéral de la statistique



Une baisse de l'endettement public à contre-courant

La hausse de l'endettement public touche de nombreuses économies industrialisées : des pays comme la France, les États-Unis ou le Royaume-Uni ont même vu leur ratio d'endettement dépasser les 100% au cours des vingt dernières années. S'il y a des exceptions, comme l'Allemagne, l'endettement moyen des pays avancés ou de la zone euro a augmenté. Certes, les questions d'équilibre budgétaire restent présentes en Suisse romande et en Suisse, mais notre région et notre pays se distinguent par une baisse sensible de leur endettement public durant les deux dernières décennies. Ce dernier est passé de respectivement 71,8% en 2005 à 50,4% en 2024 et de 54,8% à 40,3%.

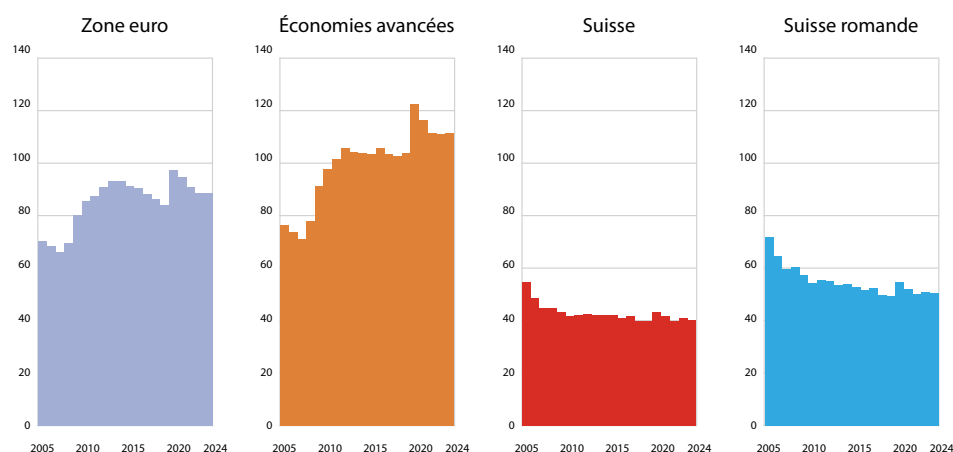
La Suisse romande et la Suisse n'ont pas toujours été bonnes élèves en matière d'endettement, mais la question de la santé des finances publiques a été prise au sérieux. Notamment, après la crise des années 1990, un frein à l'endettement a été instauré en 2003 sur le plan fédéral. Le pays et la région ont mieux résisté que d'autres aux effets de la crise financière ou des mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19, ce qui est l'un des facteurs expliquant l'évolution à contre-courant en matière de finances publiques.

Évolution de l'endettement public entre 2005 et 2024

Endettement public en pour cent du PIB

Note : Suisse romande : estimation sur une base comparable, cantons et communes avec imputation d'une part de la dette de la Confédération au prorata de la population.

Sources : Fonds monétaire international, Administration fédérale des finances, Office fédéral de la statistique, Secrétariat d'État à l'économie, QUANTITAS/HES-SO



De mieux en mieux formés

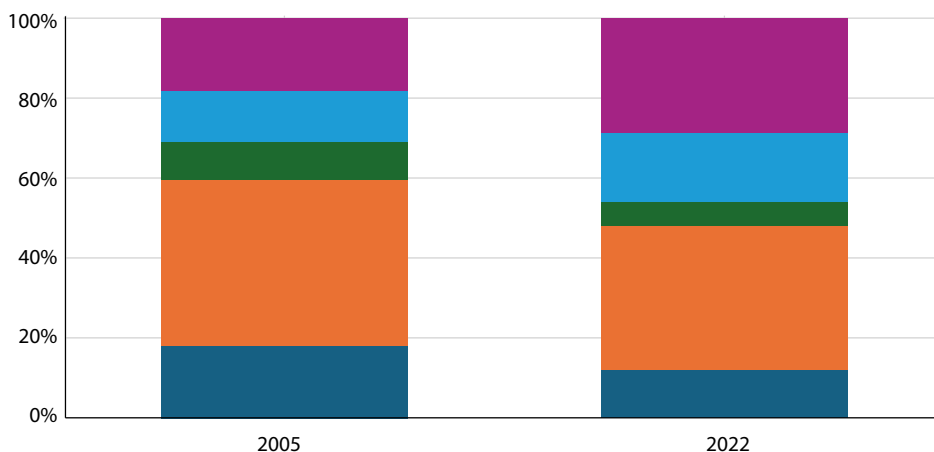
La population active a vu son niveau de formation s'élever sensiblement, avec de plus en plus de personnes au bénéfice d'un diplôme tertiaire, délivré par une haute école ou obtenu après une formation professionnelle supérieure. Leur part est passée de 31,0% en Suisse romande en 2004 à 46,0% en 2022 (dernières données disponibles). Dans les cantons romands, les formations tertiaires sont plus courantes qu'en moyenne suisse (39,3%). La part des formations secondaires (professionnelles ou générales) est proche de la moyenne nationale (42,1% contre 44,4%), alors que les personnes qui ont arrêté leur formation après l'école obligatoire sont plus rares (12,0% contre 16,3%).

Évolution du niveau de formation de la population en Suisse romande

- Degré tertiaire (hautes écoles)
- Degré tertiaire (formation professionnelle supérieure)
- Degré secondaire II (formation générale)
- Degré secondaire II (formation professionnelle)
- École obligatoire

Personnes âgées de 25 à 64 ans

Source : Office fédéral de la statistique



Âge moyen : près de deux ans de plus

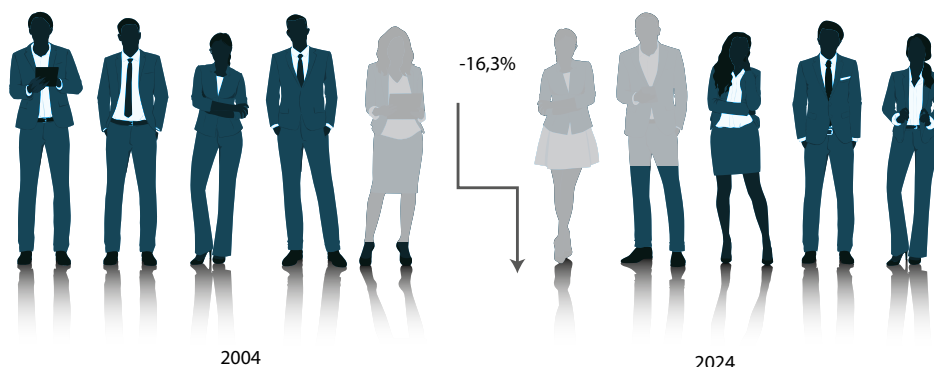
La Suisse romande a aussi pris de l'âge. En vingt ans, la moyenne a augmenté de près de deux ans, passant de moins de 40 ans à 41,7 ans (en 2023). Dans son ensemble, le pays a vieilli un peu plus rapidement, avec un âge moyen qui a augmenté de plus de deux ans en vingt ans. Comme mentionné en page 9, une démographie plus dynamique que la moyenne nationale explique cette évolution plus favorable en Suisse romande. Dans les autres régions, Zurich se distingue par un vieillissement plus lent ; Berne-Soleure et la Suisse du Nord-Ouest évoluent à une vitesse comparable à la Suisse romande, alors que la Suisse centrale, la Suisse orientale et le Tessin vieillissent plus rapidement.

Le vieillissement est notamment synonyme de dégradation du rapport entre la population active et le nombre de personnes à la retraite. En 2004, on comptait 24,5 personnes de plus de 65 ans pour 100 personnes âgées de 20 à 64 ans en Suisse romande ; en 2024, on en dénombre cinq de plus, soit 29,5. C'est-à-dire que l'on comptait schématiquement 4,1 personnes en âge de travailler pour un retraité en 2004, contre 3,4 en 2024. Alors que ce rapport n'évolue que lentement au 20^e siècle, il a commencé à se détériorer peu après le début du 21^e siècle, avec les premiers départs à la retraite des baby-boomers. Ce faisant, Zurich mis à part, les autres régions ont vu ce rapport se dégrader encore plus rapidement.

Évolution du nombre de personnes en âge de travailler par retraitée ou retraité en Suisse romande

2024 : estimation

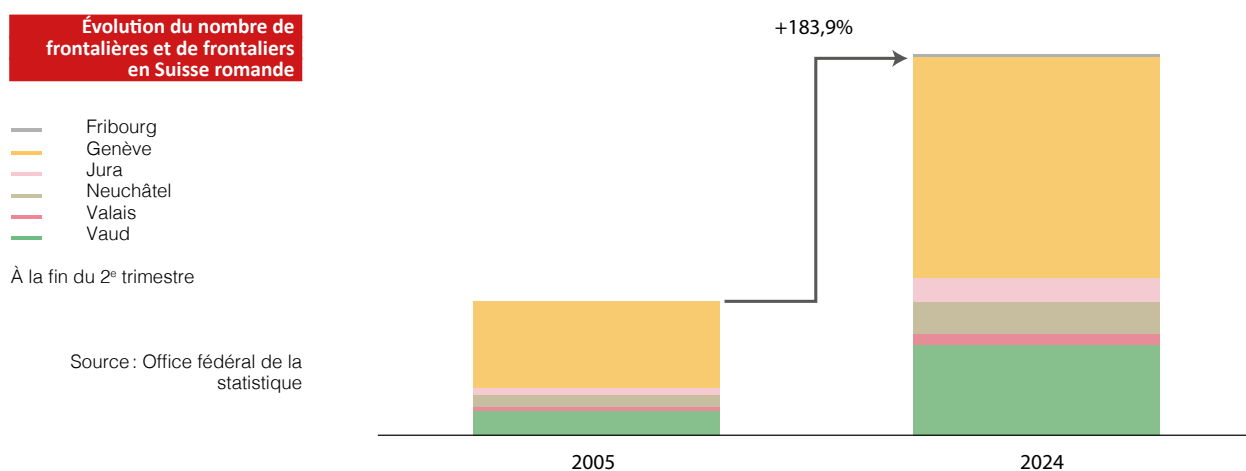
Source : Office fédéral de la statistique



Trois fois plus de frontières et de frontaliers

L'immigration n'a pas été la seule source de main-d'œuvre pour les entreprises romandes. Le nombre de frontières et de frontaliers a triplé, passant de quelque 67 000 à 191 000 personnes. Aucune autre région du pays n'a connu un tel développement et seul le Tessin, avec un doublement à 43 000 personnes, s'en rapproche. À noter aussi que la Suisse centrale, où les frontières et les frontaliers étaient absents jusqu'en 2007, en compte, en 2024, près de 3 000. Même des régions pourtant frontalières, comme la Suisse du Nord-Ouest, Zurich ou la Suisse orientale, n'emploient comparativement que peu de frontières et de frontaliers, et ont connu une évolution de leur nombre beaucoup moins dynamique.

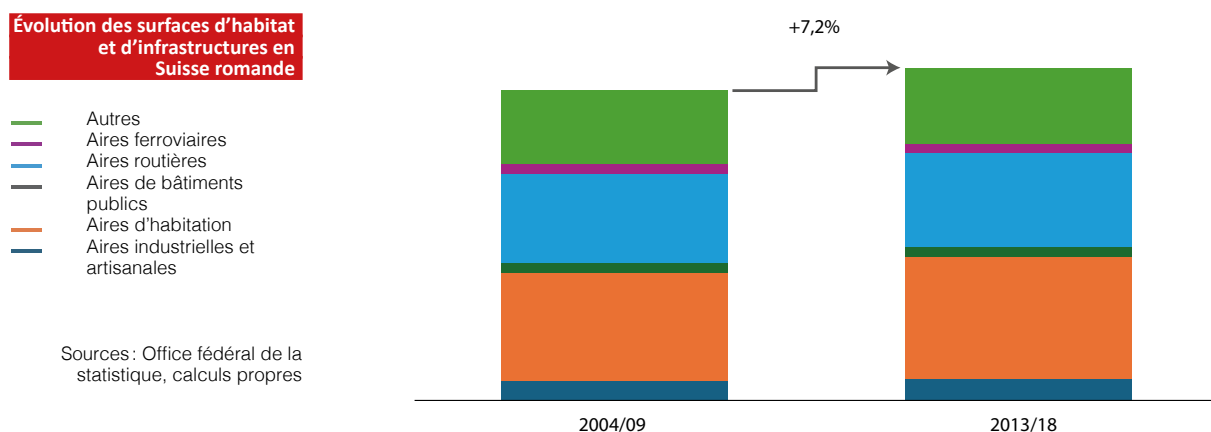
Côté romand, l'essentiel de la hausse concerne des frontières et des frontaliers venant de France. Ces 187 000 personnes sont même le premier contingent de personnes traversant quotidiennement la frontière pour venir travailler à l'échelle suisse (399 000 personnes au total). D'un point de vue cantonal, on ne recensait pas de frontières et de frontaliers à Fribourg avant 2007, tandis que leur nombre a triplé dans les autres cantons. Vaud et surtout Genève sont les deux cantons dans lesquels travaillent le plus de personnes franchissant chaque jour la frontière (respectivement 45 000 et 110 000).



Pression sur les infrastructures

Les nouvelles habitantes et les nouveaux habitants ne se contentent pas d'occuper un emploi, mais ont aussi besoin d'un logement et de se déplacer. Les aires d'habitation ont augmenté de près de 20% en deux décennies, suivant ainsi l'augmentation de la population. Toutefois, le marché du logement est globalement resté tendu. Le taux de vacance a atteint le seuil de 1,5%, considéré comme correspondant à un marché équilibré, seulement entre 2015 et 2021. Durant ces années, les taux d'intérêt négatifs ont en effet soutenu les investissements dans la construction de locatifs.

En comparaison, les surfaces dédiées aux transports n'ont que peu évolué, avec une hausse de près de 5%. Si les surfaces dédiées aux infrastructures routières ont augmenté à ce rythme, celles occupées par le rail ont crû deux fois moins vite. S'il est normal que les surfaces dédiées aux transports, publics ou individuels, se développent moins rapidement que la population, cette infrastructure est sous pression, comme en témoignent les plaintes d'usagers et d'usagères, les statistiques sur les surcharges de trafic ou le débat politique. L'augmentation des capacités ou la tarification font l'objet de longues discussions dans lesquelles se sont invitées des questions environnementales, telles que l'utilisation du sol, la biodiversité ou la réduction des gaz à effet de serre.



Le coût de la propriété a doublé

Forte croissance démographique et disponibilité foncière limitée: les tensions sur le marché du logement, illustrées par des taux de vacance qui ont, dans l'ensemble, peiné à dépasser le seuil de 1,5% considéré comme correspondant à un marché équilibré, ont également été observées sur le marché de la propriété individuelle. Les prix des maisons individuelles et des appartements en propriété par étages (PPE) ont globalement doublé entre 2005 et 2024 dans les cantons romands. Les augmentations de prix ont été légèrement plus fortes pour les PPE que pour les villas.

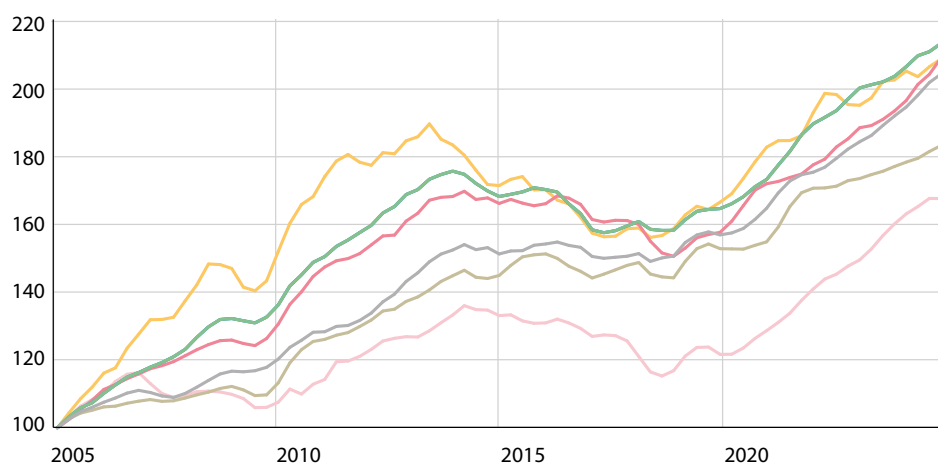
Une partie de la hausse s'explique par un rattrapage après la crise immobilière des années 1990, qui a conduit à des reculs des prix de l'ordre de 10% à 20% suivant le type d'objet et les régions. Le soutien à la demande apporté par une conjoncture favorable et par un taux de chômage bas est un autre facteur d'explication. Le marché a fait une pause entre 2013 et 2018, du fait notamment de la réduction du nombre de personnes ayant potentiellement les moyens d'acheter après la hausse des prix. La baisse des taux d'intérêt, renforcée par l'introduction de taux négatifs (*voir ci-dessous*), puis la crise du COVID-19 ont, depuis, accru l'intérêt pour la propriété individuelle.

Évolution des prix de l'immobilier en propriété individuelle

— Fribourg
— Genève
— Jura
— Neuchâtel
— Valais
— Vaud

Indices: T2 2005 = 100
Comprend les appartements en PPE et les maisons familiales individuelles

Source: FPRE



Baisse du loyer de l'argent

Si l'évolution concerne la Suisse dans son ensemble, la baisse des taux d'intérêt est l'un des faits marquants des vingt dernières années pour l'économie romande également. Le mouvement a commencé vers la fin du 20^e siècle avec la maîtrise de l'inflation (qui avait encore atteint 6% en 1990). La crise financière de 2008-2009 l'a renforcé, avec un renchérissement qui s'est même régulièrement inscrit en territoire négatif les années suivantes. L'abandon par la BNS en 2015 du cours plancher de l'euro au profit de taux négatifs sur une partie des avoirs des banques en comptes de virement a accéléré la baisse. Ensuite, la crise du COVID-19 a contribué à maintenir les taux au plancher.

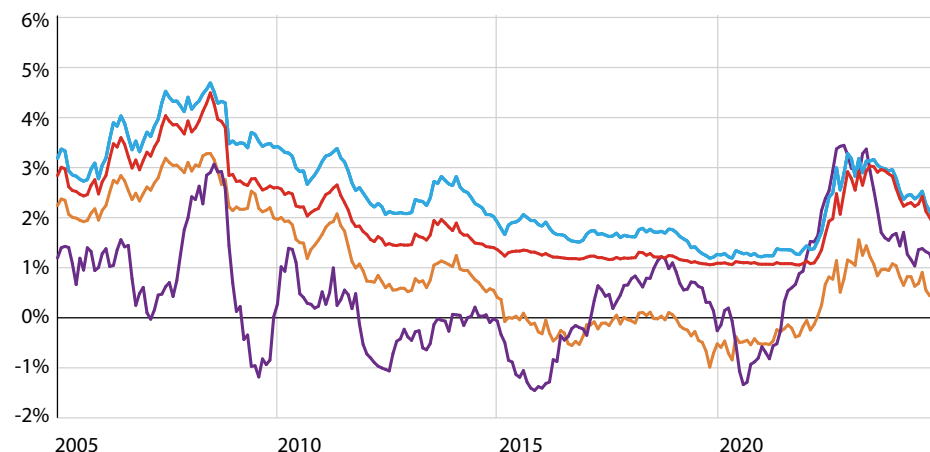
Alors que les taux des hypothèques à cinq ou dix ans oscillaient entre 3% et 4% entre 2005 et 2008, ils ont chuté à environ 1% en 2020. Le retour de l'inflation entre 2021 et 2023 en raison des perturbations des chaînes logistiques provoquées par la pandémie de COVID-19, puis la forte hausse des coûts de l'énergie et des matières premières après le début de la guerre en Ukraine ont fait remonter ces taux à environ 3%. Mais ils n'y sont pas restés très longtemps avant de descendre à nouveau et de se rapprocher, à l'heure d'écrire ces lignes à la mi-octobre 2025, de 1,5%.

Évolution des taux d'intérêt en Suisse

— Hypothèques à taux fixe - 10 ans
— Hypothèques à taux fixe - 5 ans
— Inflation
— Rendement des obligations de la Confédération (10 ans)

2005-2007: taux hypothécaires estimés

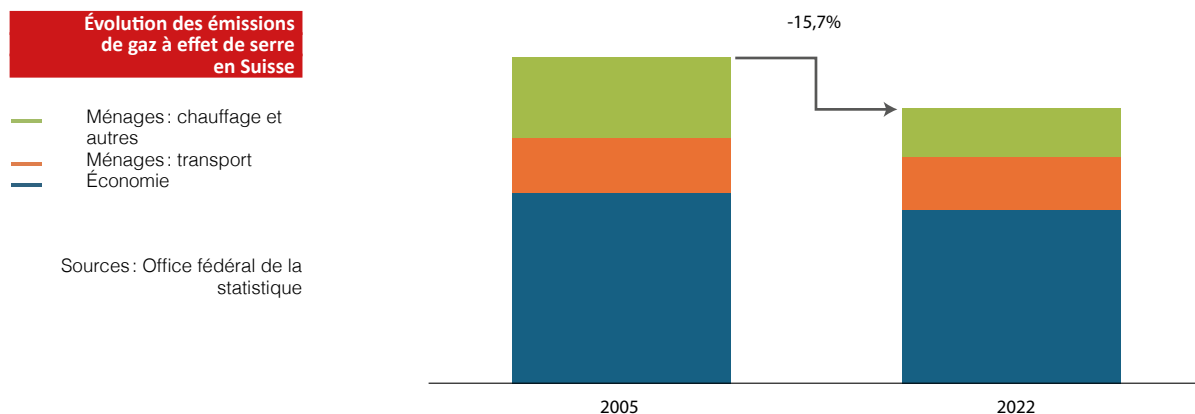
Sources: Banque nationale suisse, Office fédéral de la statistique



Émissions de gaz à effet de serre en question

Ces deux dernières décennies, la Suisse romande a vécu une autre évolution fondamentale: les questions environnementales ont pris une importance croissante. Si la protection de la nature et la lutte contre le réchauffement climatique faisaient l'objet de débats depuis de nombreuses années, les années 2011 à 2017 ont constitué un tournant en raison de plusieurs événements, tels que la catastrophe nucléaire de Fukushima, la décision de la sortie progressive de l'énergie nucléaire en Suisse et l'approbation en votation de la Stratégie énergétique 2050, avec notamment l'objectif d'atteindre zéro émission nette à l'horizon 2050.

D'autres facteurs ont contribué à une stagnation des émissions directes de la Suisse entre 1990 et 2005, dont en particulier les efforts en matière d'efficacité énergétique engagés après les chocs pétroliers de la seconde moitié du 20^e siècle. Entre 2005 et 2022 (derniers chiffres disponibles), les émissions de gaz à effet de serre ont reculé de 15,7% sur le plan suisse, selon les données de l'Office fédéral de l'environnement; schématiquement, la production de chaleur par les ménages (chauffage et eau chaude) a contribué aux deux tiers de la baisse, les secteurs secondaire et tertiaire à quelque 15% chacun. Par habitante ou par habitant, la baisse des émissions est encore plus marquée, s'inscrivant à 28,7%.



Les particularités romandes

Les analyses permettant d'identifier les particularités régionales dans ce domaine sont rares. En 2015 et 2018, les rapports sur le PIB romand s'étaient penchés sur les flux de matières et l'impact de la Stratégie énergétique 2050. Il en ressortait que, par habitante ou par habitant, la consommation de ressources matérielles (matériaux de construction, etc.) est légèrement au-dessus de la moyenne mondiale en Suisse et un peu en dessous en Suisse romande. En ce qui concerne la consommation d'énergie, les principaux constats étaient les suivants: un parc de logements plus ancien en Suisse romande qu'en moyenne suisse, une part des trajets en transport motorisé privé plus élevée et une utilisation moindre des transports publics.

Selon une étude portant sur l'année 2015 publiée par l'Office fédéral de l'environnement, les émissions par habitante ou par habitant étaient de 6,1 tonnes d'équivalent CO₂ en Suisse romande, contre 5,8 tonnes en moyenne suisse. Autre facteur relevé par l'étude: le tissu industriel romand (chimie, matériaux de construction, raffinage, élimination des déchets) participe à ces chiffres plus élevés. Pour leur part, les statistiques du Programme bâtiments, un partenariat entre la Confédération et les cantons visant à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans le bâtiment lancé en 2010, montrent que la Suisse romande investit: les versements du programme par habitante ou par habitant cumulés entre 2010 et 2023 (422 francs) correspondent à la moyenne suisse (424 francs). Si la Suisse orientale, le Tessin et Berne-Soleure sont en dessus de la moyenne, les autres régions (Suisse du Nord-Ouest, Zurich et Suisse centrale) sont en dessous.

Après vingt années exceptionnelles, quelques défis...

Qu'est-ce qui attend la Suisse romande, après deux décennies exceptionnelles? Les années à venir seront différentes, le contexte évoluant profondément. Le retour en force des questions géopolitiques est notamment l'un des changements les plus visibles. Ses conséquences ne sont toutefois que l'un des défis que notre région et notre pays auront à relever. En voici une liste non exhaustive.

- **Démographie et vieillissement de la population,**
- **impact sur le marché du travail (pénurie de main-d'œuvre)**
- **et autres effets sur la société**

La démographie est l'un des facteurs clés du développement de toute société humaine. Le vieillissement de la population est aujourd'hui l'une des principales évolutions dans notre région et il se reflète notamment dans les difficultés de recrutement. Les pays voisins voient aussi leur population vieillir et rien ne dit que l'immigration pourra autant contribuer que par le passé à pourvoir les postes ouverts dans les entreprises. La problématique du vieillissement ne se réduit naturellement pas à ses conséquences sur le marché du travail. L'allongement de l'espérance de vie pose des défis au système de prévoyance et aux systèmes de santé et médico-social. Ces questions et les réponses qui y seront apportées sont fondamentales et auront aussi des impacts sur notre économie.

- **Géopolitique et refragmentation du monde,**
- **protectionnisme, endettement**
- **et relations Suisse-UE**

La crise financière de 2008-2009 a mis fin à l'augmentation des échanges de biens et services en cours depuis la seconde moitié du 20^e siècle et la géopolitique est redevenue l'un des facteurs clés de l'évolution de la conjoncture mondiale. Le protectionnisme redevient tendance. De nouveaux compartiments émergent dans l'économie mondiale avec des conflits ouverts, des tensions entre grandes puissances, la volonté de pays émergents de s'émanciper, l'apparition de nouvelles barrières douanières ou la recherche de lieux de production moins éloignés après la perturbation des chaînes logistiques durant la pandémie de COVID-19. Dans un registre similaire, les relations tendues entre la Suisse et l'Union européenne constituent un autre point d'attention. En effet, très ouverts, notre pays et notre région ont pleinement bénéficié de l'essor du commerce mondial.

- **Intelligence artificielle, digitalisation, innovation et productivité**

Le développement de l'intelligence artificielle est de nature à bouleverser de nombreuses activités. Plus généralement, qu'ils soient intelligents ou non, des algorithmes peuvent provoquer des bouleversements profonds, à l'exemple de ceux qu'ont connus l'industrie musicale ou la branche du voyage. Suivre le rythme de la digitalisation n'est pas une option, pas plus que cela ne l'avait été avec les révolutions technologiques qui se sont succédé depuis deux siècles et demi. Investir, innover et augmenter la productivité sont essentiels en regard de coûts de production élevés et de la force du franc.

- **Infrastructures et logement**

La croissance de la population met les infrastructures sous pression. Il faut loger les nouvelles habitantes et les nouveaux habitants: la baisse du taux de vacance indique que la construction de nouveaux logements est un enjeu dans le contexte de disponibilité foncière limitée. De plus, ces personnes ont besoin de se déplacer. Les discussions sur la saturation des infrastructures de transport montrent qu'il y a, là aussi, un point d'attention. La compétitivité d'une région dépend également de ses infrastructures.

- **Conditions-cadres**

De même, les autres conditions-cadres, la stabilité politique et juridique, la fiscalité, la stabilité monétaire et la bonne santé des comptes publics ou un niveau d'éducation élevé, pour n'en citer que quelques-uns, sont autant d'éléments qui contribuent au succès de la région. Être attentif à préserver de bonnes conditions-cadres est indispensable si le pays et la région veulent continuer de se distinguer par leur succès économique.

- **Stratégie énergétique et lutte contre le dérèglement climatique**

Conformément à l'Accord de Paris et à la Stratégie énergétique de la Confédération, les émissions de gaz à effet de serre devront être ramenées à zéro (net) d'ici à 2050. Il est donc nécessaire de repenser la production et l'utilisation d'énergie et de ne plus consommer de combustibles fossiles pour contribuer à réduire les effets du changement climatique. L'enjeu dépasse la Suisse, il est mondial et requiert une collaboration entre acteurs publics et privés, entre entreprises et recherche et entre grandes économies. Pour la Suisse, la transition énergétique est finançable, selon diverses études, mais elle requiert des changements profonds dans les modes de transport, des investissements dans les infrastructures, une augmentation de la production d'électricité et une baisse de la consommation d'énergie, ainsi que l'assainissement des bâtiments. Un tel changement structurel en un quart de siècle est un défi majeur.

Trois scénarios pour les prochaines années

À quoi les prochaines années ressembleront-elles? Si la région est en mesure de relever de nombreux défis, elle n'a pas d'emprise sur d'autres, en particulier sur la situation géopolitique globale ou sur les effets de l'endettement de certaines grandes économies. Les trois scénarios ci-dessous ont été élaborés de manière narrative, avec l'idée que la principale inconnue réside aujourd'hui dans le contexte géopolitique. Il y a un scénario «de référence», sans dégradation ou amélioration de celui-ci, ainsi que des scénarios «bas» (avec dégradation) et «haut» (avec amélioration). Il ne s'agit pas de prévisions, mais de pistes pour imaginer la direction que l'économie romande pourrait prendre à moyen terme.

Scénario bas

Les relations entre blocs et même entre pays à l'intérieur d'un bloc se tendent et le protectionnisme pèse sur le commerce mondial. Les exportations et l'activité des branches actives sur les marchés étrangers ralentissent. Indirectement, les branches tournées vers le marché intérieur en ressentent aussi les effets, la croissance faiblit et la Suisse romande devient moins attractive. L'immigration marque-t-elle le pas? Pas forcément; cela dépend de la conjoncture dans les pays voisins. Bien que les entreprises créent moins d'emplois, les difficultés de recrutement subsistent en raison des départs à la retraite.

Les budgets publics ainsi que le financement des assurances sociales et de la prévoyance vieillesse suscitent plus d'interrogations. Parler d'économies n'est pas devenu plus populaire, bien au contraire. En résumé, dans ce scénario «bas», la Suisse romande peut être nostalgique de ses «vingt glorieuses» du début de 21^e siècle; il n'est pas question d'un effondrement de l'activité, mais d'un retour dans le peloton. La Suisse romande ne se distingue plus de la moyenne des autres économies avancées.

Scénario de référence

La situation géopolitique reste tendue et des mesures protectionnistes continuent de perturber les échanges. Malgré son manque d'élan, le commerce mondial reste globalement relativement conforme à son image depuis la crise financière de 2008-2009. La croissance mondiale reste aussi contenue par l'endettement de certaines grandes économies. Si les exportateurs ne sont pas insensibles à ces vents contraires, ils parviennent à s'adapter, comme ils doivent le faire depuis quinze ans. Cela permet à l'économie domestique de conserver sa dynamique. Les créations d'emplois se poursuivent, la région reste attrayante, l'immigration se maintient, ce qui allège les tensions sur le marché du recrutement.

Les budgets publics ainsi que le financement des assurances sociales et de la prévoyance vieillesse continuent de susciter des discussions, mais le contexte n'est pas celui d'une dégradation des finances publiques qui demanderait des économies drastiques. En résumé, dans ce scénario «de référence», la Suisse romande continue de croître, même si c'est peut-être à un rythme un peu plus modéré que durant les deux décennies qui ont précédé. La région conserve sa place parmi les économies avancées qui parviennent à se développer plus rapidement que la moyenne.

Scénario haut

La situation géopolitique se détend et le commerce mondial accélère à nouveau – au moins quelque peu. Si la question de l'endettement de certaines grandes économies freine la reprise mondiale, le contexte global s'améliore. Les exportations suisses et romandes reprennent de l'entrain, tandis que l'économie domestique conserve sa dynamique. Les créations d'emplois se poursuivent, la région reste attrayante et l'immigration se maintient, voire augmente. L'équilibre entre créations d'emplois et démographie est fragile et les tensions sur le marché du recrutement restent présentes.

Indépendamment du besoin de maîtrise dans ces domaines, la bonne santé de l'économie atténue le débat autour des budgets publics. S'agissant du financement des assurances sociales et de la prévoyance vieillesse, la bonne santé de l'économie ne fait pas tout et la démographie est un facteur au moins aussi important. En résumé, dans ce scénario «haut», la Suisse romande retrouve un contexte global favorable qui lui permet de prolonger ses «vingt glorieuses» du début de 21^e siècle. Elle reste ainsi l'une des économies avancées qui parviennent à se développer plus rapidement que la moyenne.

Rien n'est acquis...

Rien n'est acquis et, malheureusement, le succès de la Suisse romande au cours des vingt dernières années n'est pas une garantie pour la suite. La région et le pays ont une partie des cartes en main, ainsi que les moyens de relever de nombreux défis et de rester compétitifs. S'ils n'ont pas d'influence sur certains facteurs, ils ne sont d'abord pas les seuls et, ensuite, ils ont la possibilité de s'adapter. Ce n'est pas forcément évident et, pour certaines entreprises qui ont dû faire face à de multiples obstacles ces dernières années, une telle perspective n'est pas une bonne nouvelle.

S'il ne garantit pas l'avenir, le succès de la région au cours des deux dernières décennies illustre en revanche sa capacité d'adaptation dans un environnement perturbé. Ce ne sera pas facile – comme ces vingt dernières années –, mais gageons que la Suisse romande continuera de trouver le chemin pour demeurer parmi les économies avancées les plus performantes.

Baisse des exportations en 2023

La conjoncture mondiale freine les exportations

Les exportations romandes ont fléchi en 2023, avec une baisse de 2,1%. Ce repli fait oublier la hausse de 2,1% l'année précédente, qui marquait déjà une perte d'élan après la reprise suivant la fin de la pandémie de COVID-19. Les ventes à l'étranger de machines, d'instruments de précision (notamment de produits medtech) et d'articles horlogers ont relativement bien résisté à la morosité de la conjoncture mondiale, avec une hausse de 5,6% (par rapport à 11,2% en 2022). En revanche, les produits chimiques et pharmaceutiques affichent un recul de 12,2% (–16,2% en 2022).

Sur le plan géographique, les ventes de produits romands se sont repliées aux États-Unis et en Europe, alors qu'elles ont augmenté en Asie et au Moyen-Orient. De manière globale, les exportations romandes s'inscrivent toujours à un niveau proche du record historique de 2021.

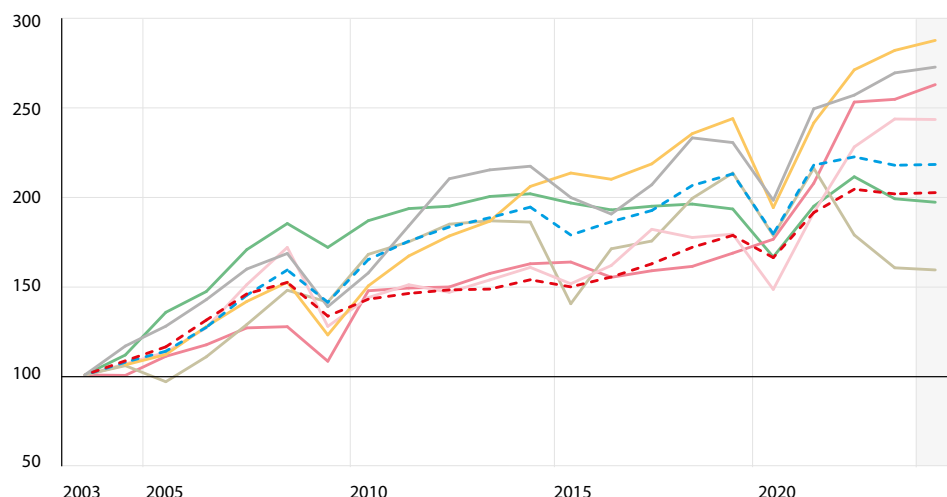
Sur la base des données suisses sur les neuf premiers mois de l'année (l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières ne publie plus de données mensuelles cantonales), une poursuite de la baisse se dessine pour 2024. De janvier à septembre, les exportations suisses ont quasiment stagné (+0,4%); si les produits chimiques et pharmaceutiques se sont montrés robustes sur le plan national, les ventes à l'étranger de machines, d'instruments de précision et de produits horlogers ont reculé.

À l'heure d'écrire ces lignes, à la mi-octobre 2024, il semble que la probabilité de voir l'ensemble de l'année se solder par une stagnation ou une baisse des ventes de produits romands à l'étranger soit relativement élevée. Les exportations de la région tendent à être plus sensibles que la moyenne nationale à la conjoncture mondiale. La morosité de cette dernière pèse donc du mauvais côté de la balance.

Évolution comparée des exportations suisses, romandes et par canton romand

— Fribourg
— Genève
— Jura
— Neuchâtel
— Valais
— Vaud
— Suisse romande
— Suisse

Indices: 2003 = 100
2024 = estimations; en raison des incertitudes, valeurs illustratives



Exportations par habitant ou par habitant

En francs courants

Total conjoncturel (sans métaux précieux, monnaies, pierres gemmes, antiquités et objets d'art)

Classement selon les données 2023

	2021	2022	2023
Neuchâtel	127 360	105 171	93 253
Jura	35 293	42 082	44 571
Genève	38 832	43 141	44 317
Vaud	18 658	20 060	18 536
Fribourg	15 018	15 266	15 677
Valais	12 302	14 840	14 581
Suisse romande	30 678	31 023	29 841
Suisse	29 727	31 496	30 585

PIB 2023 ainsi que prévisions 2024 et 2025 par secteur et par branche

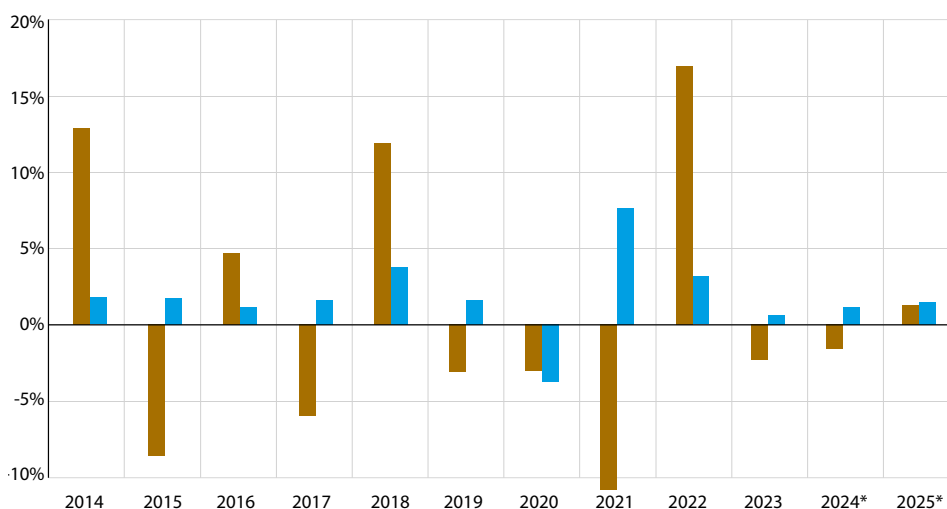
Primaire : un été chaud après un printemps mitigé

Bien que 2023 ait été la deuxième année la plus chaude depuis le début des mesures en 1864, la météo n'a pas facilité la vie de la filière agricole. Un printemps froid et des intempéries estivales ont pesé sur les revenus tirés de la production de céréales, de pommes de terre et de fruits. Cela a toutefois été compensé par les cultures maraîchères, le fourrage et la viticulture. Quant aux revenus de la production animale, ils ont légèrement fléchi, en raison notamment d'un repli dans la production laitière. Au final, la valeur de la production a augmenté de 2,2%, selon les comptes régionaux de l'agriculture de l'OFS. Le bilan des récoltes 2024 n'était pas disponible à l'heure d'écrire ces lignes, mais la météo a de nouveau été défavorable durant une partie de l'année. Quant à la valeur ajoutée du secteur primaire, elle a fléchi de 2,3% en 2023. Elle pourrait à nouveau se replier en 2024, de 1,7%, puis repartir à la hausse en 2025, au rythme de 1,3%.

Évolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur primaire
■ Suisse romande

*Prévisions



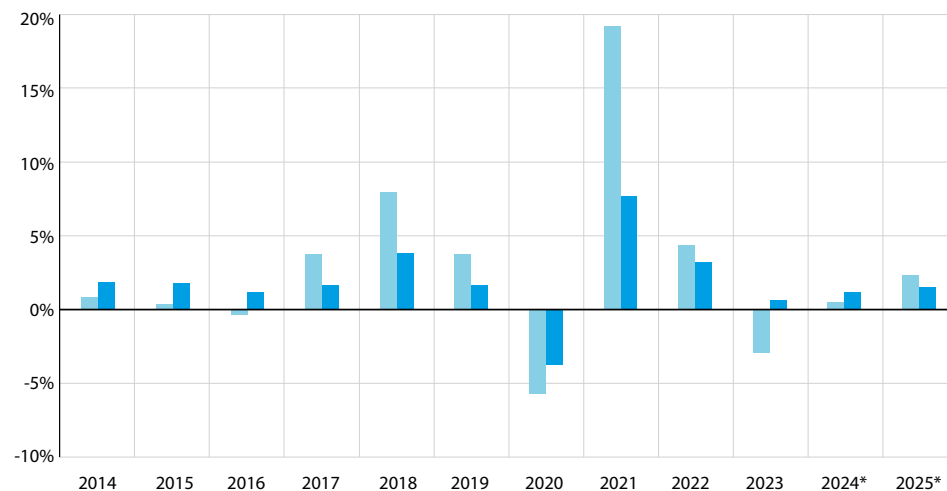
Le secondaire toujours face à des vents contraires

Après le rebond de 2021 suivant la crise du COVID-19, le secteur secondaire a ressenti les effets du ralentissement conjoncturel en 2022, puis en 2023 avec un repli de sa valeur ajoutée de 3,0%. Tant les activités tournées vers le marché domestique que celles qui dépendent de la demande étrangère ont été concernées, bien que ce ne soit pas de la même manière ou au même degré. Dans la construction, une pression due à une poursuite de la hausse des coûts restait sensible. Quant à l'industrie manufacturière, son activité a été freinée par la dégradation de l'économie mondiale. Malgré les perspectives conjoncturelles globales mitigées, un léger rebond de la valeur ajoutée du secondaire (+0,5%) se dessine pour cette année. La hausse de 2,3% attendue pour l'an prochain est un peu en trompe-l'œil, dans la mesure où elle serait en grande partie alimentée par la chimie-pharma.

Évolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur secondaire
■ Suisse romande

*Prévisions



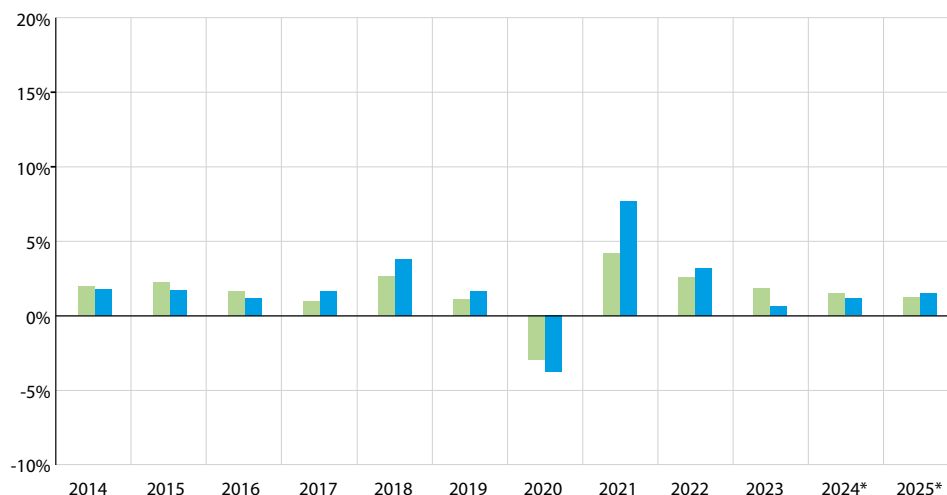
Le tertiaire n'est pas insensible au ralentissement de la conjoncture

Grâce à une demande intérieure toujours solide, le secteur tertiaire a relativement bien résisté au ralentissement de la conjoncture depuis la reprise suivant la récession provoquée par la crise du COVID-19. Certes, sa croissance s'est repliée à 1,9% l'an dernier, mais ce rythme reste proche de la moyenne sur vingt ans (+2,1%). La plupart des activités de service se sont développées positivement, leur diversification et la robustesse de la demande domestique leur permettant globalement de faire face à un environnement conjoncturel peu porteur. Elles ne peuvent cependant pas rester insensibles à ce dernier et l'activité pourrait à nouveau marquer le pas cette année et l'an prochain, avec un tassement de la hausse de la valeur ajoutée à respectivement 1,5% et 1,2%.

Évolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur tertiaire
■ Suisse romande

*Prévisions



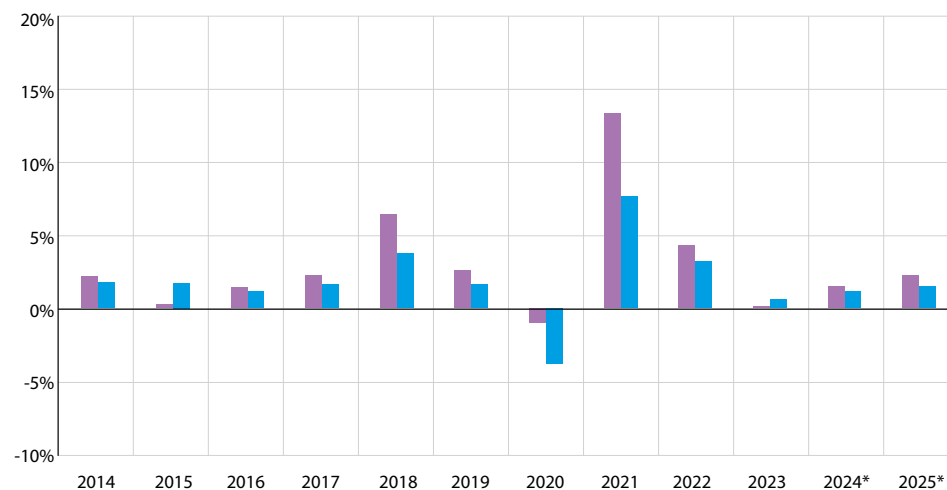
Le quaternaire freiné par la dégradation de la conjoncture

Qu'elles soient tournées vers la demande internationale ou domestique, les activités faisant partie du secteur quaternaire, c'est-à-dire l'ensemble des branches du secondaire et du tertiaire dans lesquelles le savoir-faire, l'innovation et la valeur ajoutée sont déterminants, ont ressenti le ralentissement de la conjoncture. La croissance a reculé à 0,1% en 2023. Pour cette année, le manque de dynamisme de la conjoncture internationale et un possible fléchissement de la demande étrangère pour des produits «made in Western Switzerland» pourraient freiner les branches tournées vers les exportations. En revanche, une partie des branches du quaternaire bénéficiera de la stabilité de la demande intérieure. Au final, une hausse de la valeur ajoutée de 1,5% est attendue. L'an prochain, celle-ci pourrait augmenter de 2,2%.

Évolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir
■ Suisse romande

*Prévisions



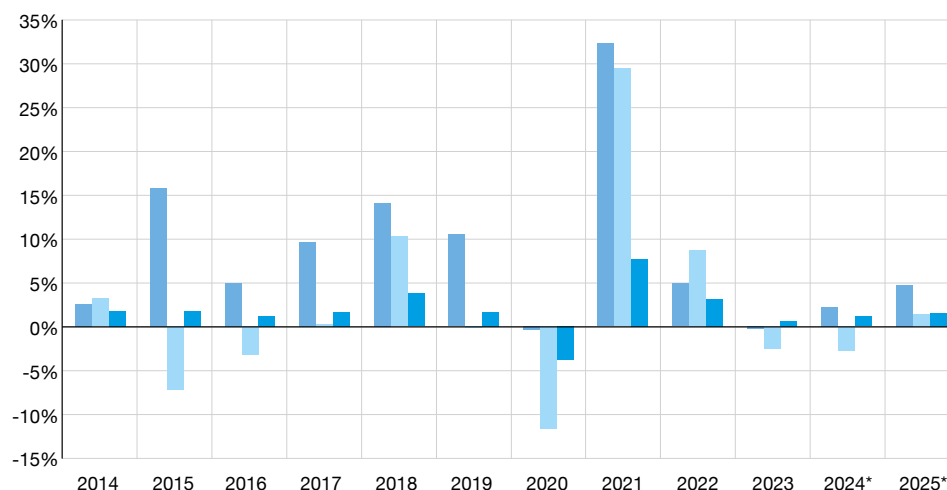
Le contexte conjoncturel pèse sur les branches industrielles

Le manque d'élan de l'économie mondiale a pesé l'an dernier sur les activités manufacturières. L'industrie des machines, la fabrication d'instruments de précision et l'horlogerie ont vu leur valeur ajoutée reculer de 2,6%, tandis que la baisse a été de 0,3% pour la chimie-pharma. Cette année s'annonce à nouveau mitigée, l'environnement conjoncturel mondial n'étant guère plus favorable. Les premières pourraient ainsi voir leur valeur ajoutée se replier de 2,8%. Pour la seconde, se dessine en revanche un retour dans le vert, avec une hausse de 2,2%. Un renversement de tendance est aussi possible l'an prochain pour les machines, les instruments de précision et l'horlogerie, avec un rebond de 1,4%. Quant à la chimie-pharma, elle devrait continuer sur sa lancée avec une hausse de 4,8%.

Évolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

- Chimie, pharma
- Machines, instruments, horlogerie
- Suisse romande

*Prévisions



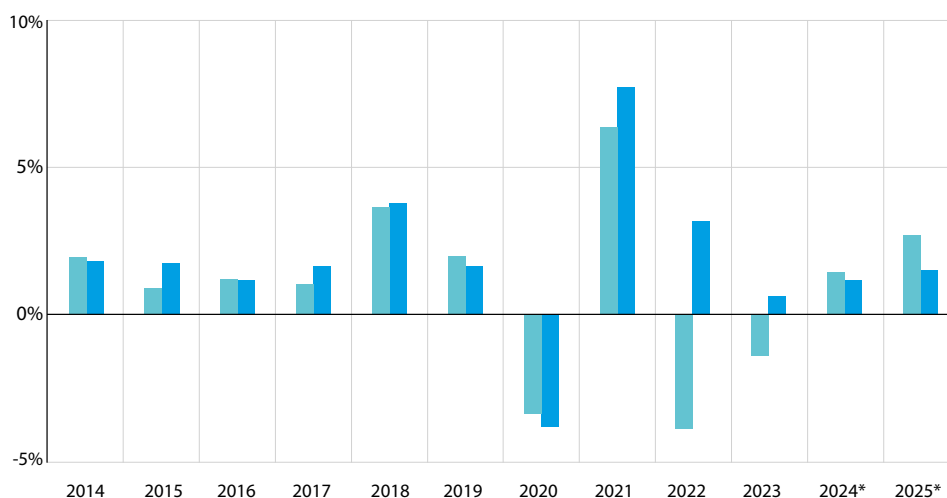
La construction voit le bout du tunnel

Bien que la construction bénéficie d'une dynamique démographique toujours solide en Suisse romande, avec une hausse de la population résidente permanente d'environ 2% en 2023 et 1% en 2024 qui alimente la demande de logements, elle n'est pas épargnée par le contexte conjoncturel. La hausse des prix, notamment, se poursuit, même si le rythme est plus mesuré que pendant les années 2021 et 2022, marquées par des pénuries et par une flambée du coût de certains matériaux, synonymes d'allongement des délais et de hausse des prix de revient. Cette situation ne facilite pas la vie des entreprises dans une branche dans laquelle la pression sur les marges est un thème récurrent. En 2023, la valeur ajoutée de la branche a baissé de 1,4%. Une normalisation est attendue pour 2024 et 2025, avec des hausses de respectivement 1,4% et 2,7%.

Évolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

- Construction
- Suisse romande

*Prévisions



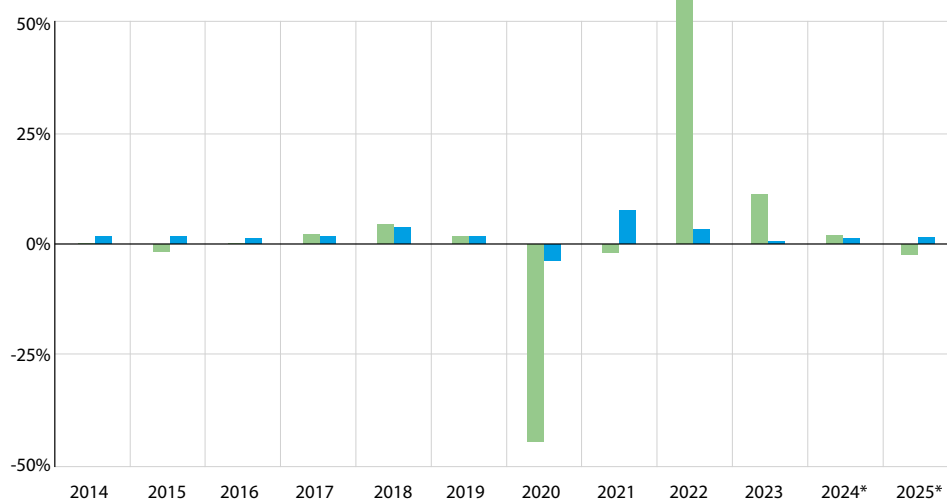
Poursuite du rebond dans l'hôtellerie-restauration

Le rebond s'est poursuivi en 2023 après la fin de la pandémie de COVID-19. Notamment, les hôtels romands ont vu le nombre de nuitées augmenter de 10,6%, après la hausse de 35,6% l'année précédente. La fréquentation des hôtes étrangers a continué d'augmenter, en particulier grâce à des personnes venant de Chine, du Japon, d'Australie ou des États-Unis. Et ce, alors que la clientèle domestique est restée fidèle. Ce faisant, la valeur ajoutée de l'hôtellerie-restauration a augmenté de 11,2% en 2023. Cette année marque un retour à la normale, avec une hausse des nuitées dans les hôtels romands de 1,5% entre janvier et août. Si les nuitées de personnes venant d'autres pays continuent d'augmenter, à un rythme en retrait par rapport aux années précédentes, la fréquentation des hôtes suisses s'est légèrement repliée. La valeur ajoutée pourrait augmenter de 2,0% en 2024, puis fléchir de 2,3% en 2025.

Évolution comparée de l'hôtellerie-restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Hôtellerie-restauration
■ Suisse romande

*Prévisions



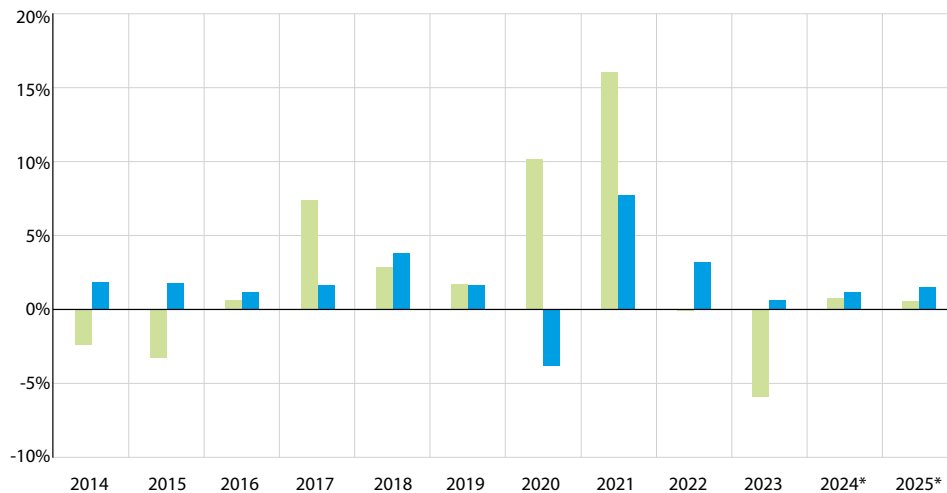
Services financiers : une année charnière

L'année 2023 a été contrastée. Si les grands indices boursiers ont globalement évolué favorablement, les rendements des obligations de la Confédération ont reculé et le resserrement de la politique monétaire de la BNS s'est poursuivi. En mars 2023 a aussi été annoncée la reprise du deuxième groupe bancaire suisse, Credit Suisse, alors en difficulté, par le premier, UBS. L'un dans l'autre, la valeur ajoutée des services financiers a évolué négativement en termes réels, avec un recul de 6,0%. Entre-temps, l'acquisition de Credit Suisse a été finalisée, la BNS a assoupli sa politique monétaire, les rendements des obligations semblent avoir atteint un plancher et les grands indices boursiers ont poursuivi leur avancée. En termes de valeur ajoutée, les prévisions portent sur une faible hausse en termes réels cette année (+0,7%) et l'an prochain (+0,6%).

Évolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Activités financières et assurances
■ Suisse romande

*Prévisions



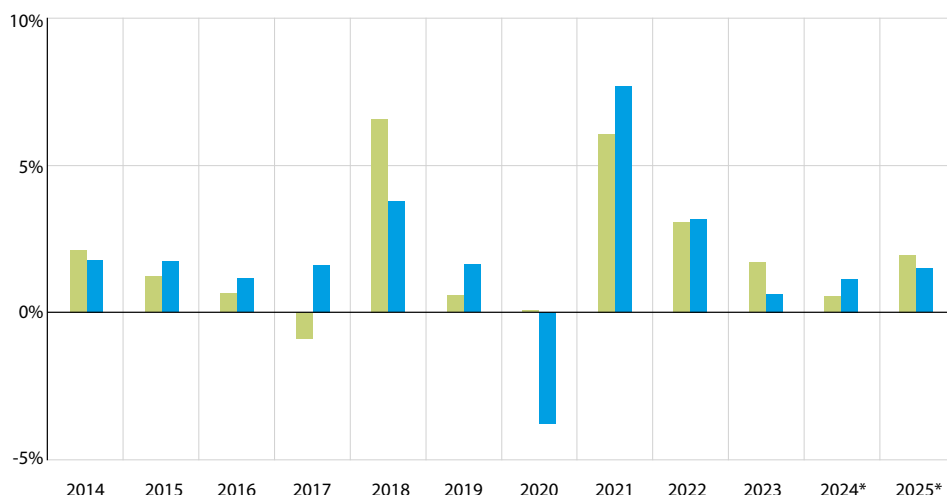
Les services aux entreprises n'échappent pas à la morosité conjoncturelle

Le ralentissement de la croissance crée un climat peu propice à la demande pour des prestations de services. L'an dernier, la valeur ajoutée des services aux entreprises et activités immobilières a augmenté de 1,7%, un rythme similaire à celui de l'évolution du tertiaire, mais en dessous de sa moyenne à long terme (2,4%). Les vents contraires restent présents cette année, avec une croissance romande toujours handicapée par un environnement mondial peu porteur, et la valeur ajoutée de la branche devrait n'augmenter que légèrement, de 0,5%. Pour l'an prochain, les prévisions vont plutôt dans le sens d'une normalisation, dans le sillage de la conjoncture globale, avec une hausse de la valeur ajoutée de 2,0%.

Évolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

- Services aux entreprises
- Suisse romande

*Prévisions



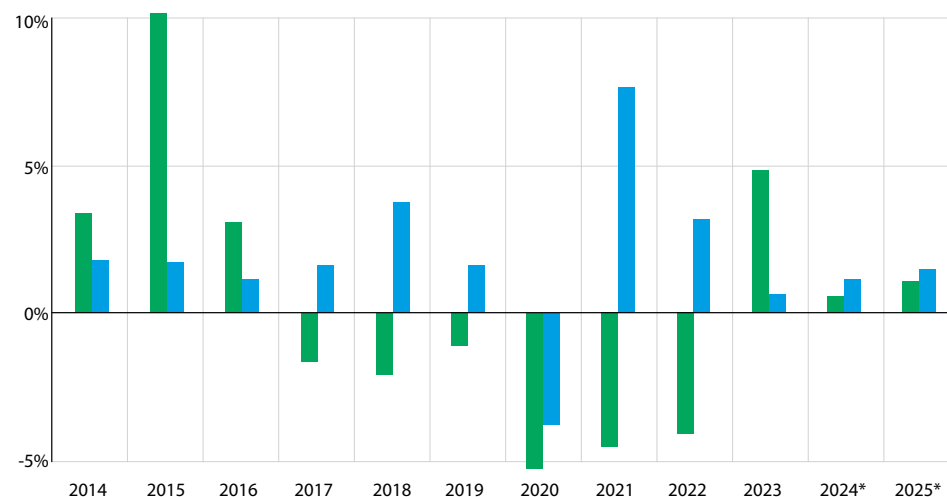
Le commerce se rétablit

Entre notamment la crise du COVID-19 et la poussée d'inflation, le commerce a connu plusieurs années difficiles, dont la branche est sortie en 2023 avec un rebond de sa valeur ajoutée de 4,9%. Sur le plan national, les ventes au détail ont progressé de 1,2% en termes nominaux, mais stagné en termes réels (+0,3%). Les ventes de denrées alimentaires, d'équipements informatiques et de biens culturels, en particulier, se sont montrées relativement solides. En revanche, celles de vêtements et de chaussures ont baissé. Sur les huit premiers mois de l'année, les ventes au détail continuent d'évoluer favorablement. La situation de la branche semble se normaliser; sa valeur ajoutée pourrait augmenter légèrement en 2024 (+0,6%) et un peu plus nettement en 2025 (+1,1%).

Évolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande

*Prévisions



Dans la même direction

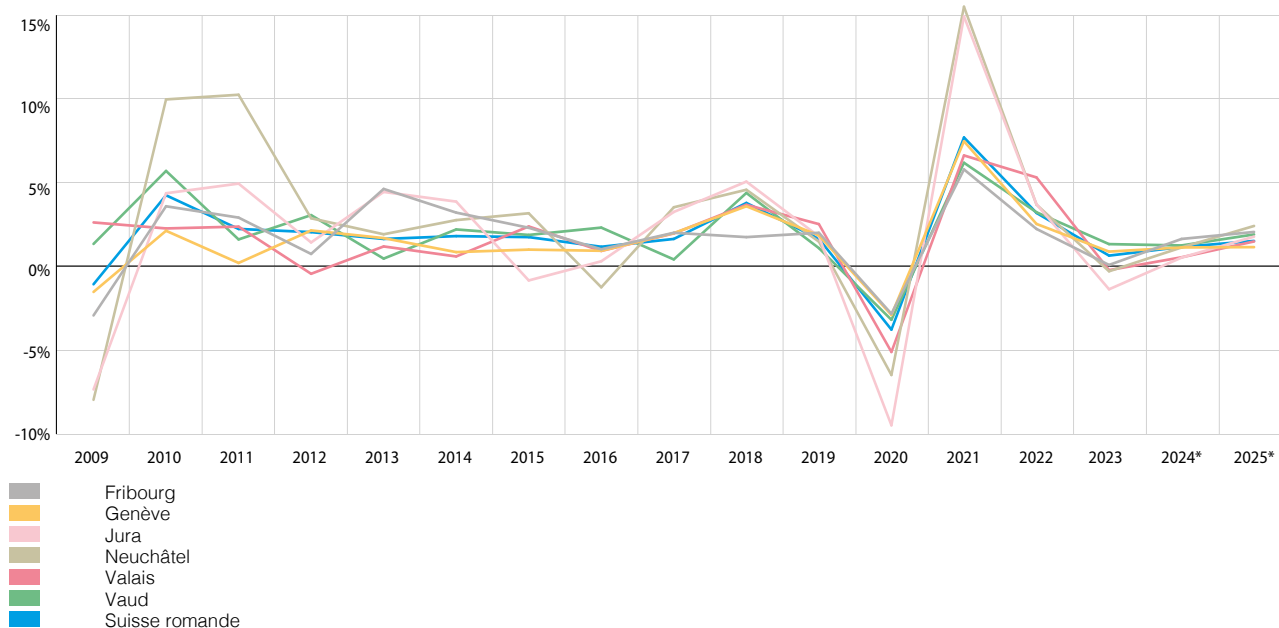
Après le nouvel affaiblissement de la croissance mondiale suivant la reprise économique à la fin de la pandémie de COVID-19, tous les cantons romands ont vu leur croissance se replier en 2023. Les évolutions ont cependant quelque peu varié de l'un à l'autre, en fonction des différences de leurs profils.

Ainsi, le repli des activités manufacturières est sensible dans tous les cantons, et principalement dans ceux dans lesquels elles sont le plus présentes, comme le Jura et Neuchâtel, mais aussi le Valais ou Fribourg. De manière générale, plus le poids de ces activités est important dans un canton et plus sa croissance s'en est ressentie. De ce point de vue, le Jura et Neuchâtel ont été les plus touchés et Genève et Vaud moins, avec Fribourg et le Valais au milieu. Dans le tertiaire, la poursuite de la normalisation de l'hôtellerie-restauration a plus bénéficié à Genève, au Valais et au canton de Vaud qu'à Fribourg, au Jura ou à Neuchâtel. Les évolutions des PIB des cantons romands en 2023 se sont au final inscrites dans une fourchette relativement large, de -1,4% à 1,3%.

Pour cette année, les prévisions de croissance sont relativement proches d'un canton à l'autre, entre 0,5% et 1,6%, et reflètent les effets du manque d'impulsion provenant de l'économie mondiale. L'an prochain, la conjoncture pourrait quelque peu réaccélérer. Les rythmes de croissance attendus dans les cantons romands s'inscrivent toutefois à nouveau dans une fourchette relativement étroite, entre 1,1% et 2,4%.

Les prévisions sont cependant à considérer avec prudence, les facteurs d'incertitude étant nombreux. La situation géopolitique s'est tendue avec le conflit au Moyen-Orient. Un niveau d'endettement élevé est aussi de nature à freiner la conjoncture dans certains pays. Quant à la zone euro, de nouvelles déceptions concernant sa conjoncture, comme celles de ces derniers trimestres, sont possibles. D'autres facteurs, tels que l'évolution du cours du franc ou les relations Suisse-Union européenne, demeurent présents.

Évolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)



*Prévisions

Les cantons romands en quelques chiffres et comparaison avec la Suisse romande et la Suisse

	Population 2023	Superficie (km²)	Habitants/km²	PIB nominal* 2023 (CHF mio)	PIB nominal*/habitant (CHF)	Équivalents plein temps (EPT, 2023**)	PIB nominal*/EPT (CHF)
Fribourg	341 537	1 671	204	21 625	63 316	125 072	172 898
Genève	524 379	282	1 857	61 971	118 179	323 731	191 426
Jura	74 548	839	89	5 725	76 791	36 948	154 936
Neuchâtel	178 173	803	222	18 869	105 903	90 723	207 984
Valais	365 844	5 224	70	22 098	60 403	151 031	146 314
Vaud	846 300	3 212	263	65 572	77 481	397 241	165 068
Suisse romande	2 330 781	12 032	194	195 859	84 031	1 124 747	174 136
Suisse	8 962 258	41 285	217	802 847	89 581	4 379 106	183 336

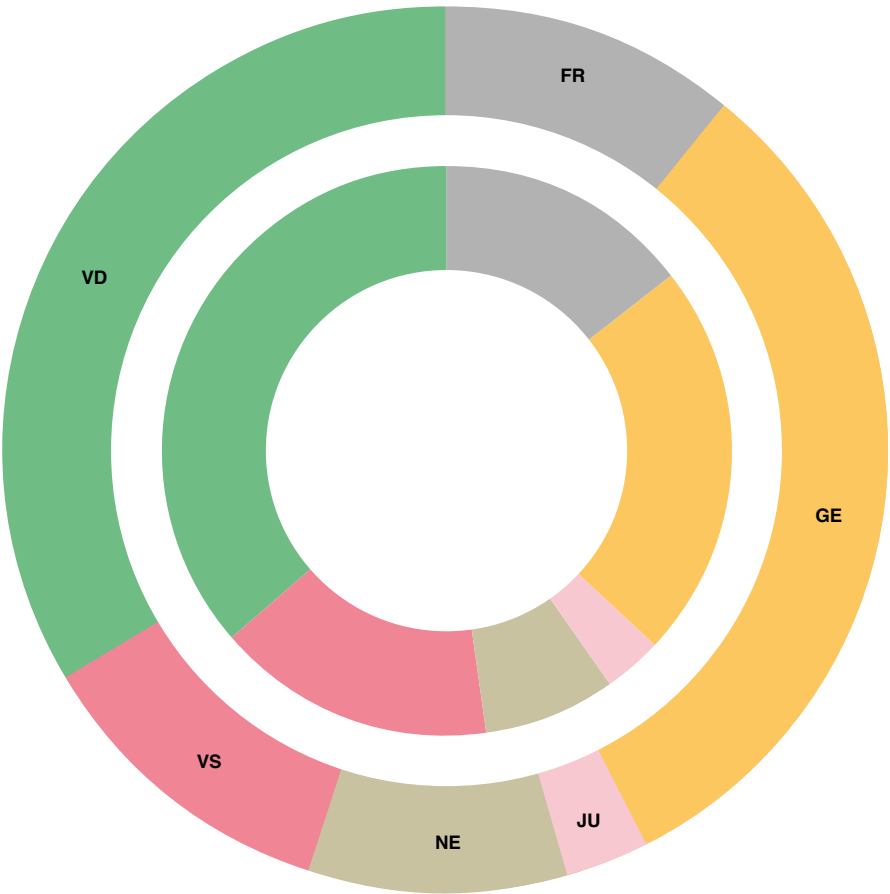
* Après impôts, moins subventions
** Estimation

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB par canton

	Part de la population	Part du PIB
Fribourg	15%	11%
Genève	22%	32%
Jura	3%	3%
Neuchâtel	8%	10%
Valais	16%	11%
Vaud	36%	33%

*Nominal, après impôts, moins subventions

Centre du graphique : part de la population
Périphérie : part du PIB



FRIBOURG Un mix d'activités porteur



Décomposition du PIB fribourgeois
(valeurs moyennes 2014-2023,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,8%
Secteur secondaire	29,3%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	6,0%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	7,0%
Machines, instruments, horlogerie	7,5%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,8%
Construction	7,1%
Secteur tertiaire	68,9%
Commerce de gros et de détail, réparations	15,2%
Hôtellerie-restauration	1,6%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,9%
Activités financières et assurances	5,3%
Activités immobilières, services aux entreprises	17,8%
Administration publique, santé, éducation, sports	23,2%
Autres	0,9%



Sans être un canton industriel, Fribourg fait partie de ceux dans lesquels la part du secteur secondaire dans le PIB est sensiblement plus élevée qu'en moyenne romande: 29,3% en moyenne entre 2014 et 2023. Cela s'explique notamment par une industrie alimentaire (6,0%) et une branche de la construction (7,1%) très présentes. L'industrie des machines (7,5%) est également assez développée dans le canton, sans toutefois s'écarter de la moyenne romande. Dans le tertiaire, le commerce (15,2%) présente des caractéristiques similaires.

L'économie fribourgeoise a profité ces dernières années de la progression du secteur tertiaire, notamment des activités de services, mais aussi du soutien de son secteur secondaire, en particulier la construction et l'industrie manufacturière. Fribourg est le champion romand de la démographie, avec une augmentation de sa population de 12,6% entre 2014 et 2023. Il affiche un taux de chômage (2,1% en 2023 et 2,4% en septembre 2024) plus bas que la moyenne romande (respectivement 3,0% et 3,6%) et proche de la moyenne suisse (2,0% et 2,5%).

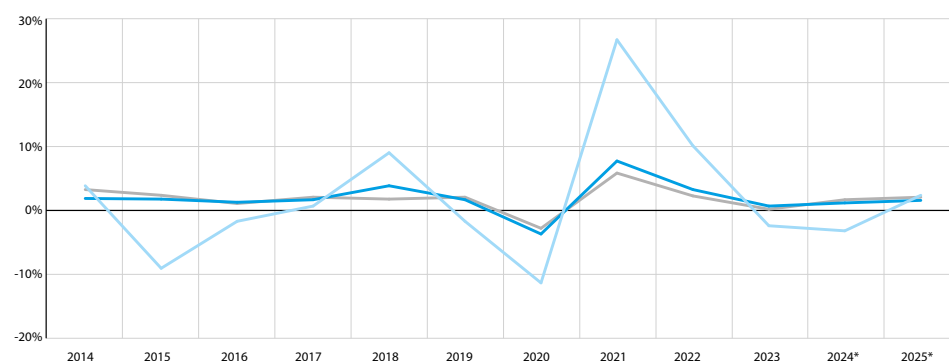
Avec un PIB en hausse de 0,1% en 2023, la croissance dans le canton de Fribourg a été en retrait par rapport à la moyenne romande. Le canton devrait voir son PIB progresser de 1,6% cette année et de 2,0% l'an prochain.

Fribourg

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)

Machines, instruments et horlogerie
Suisse romande
PIB Fribourg

*Prévisions

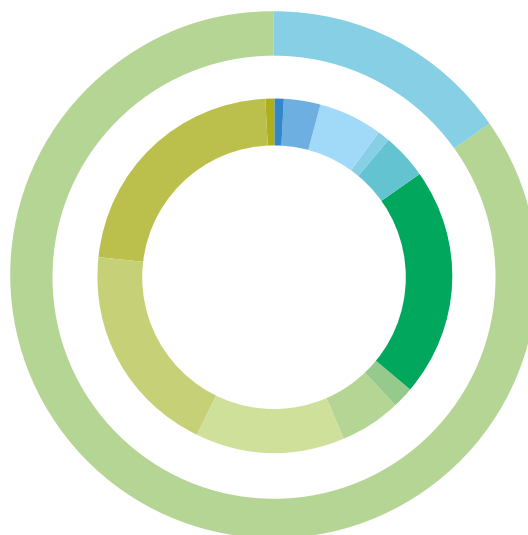


GENÈVE Forte empreinte de la place internationale



Décomposition du PIB genevois
(valeurs moyennes 2014-2023,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	0,2%
Secteur secondaire	15,1%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	0,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	3,2%
Machines, instruments, horlogerie	5,9%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1%
Construction	4,0%
Secteur tertiaire	84,7%
Commerce de gros et de détail, réparations	20,8%
Hôtellerie-restauration	1,9%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,8%
Activités financières et assurances	13,5%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,4%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,5%
Autres	0,6%



Avec près de 9 francs sur 10 issus des activités de services, l'économie genevoise est un cas à part. Le secteur tertiaire représente 84,7% du PIB cantonal, ce qui est notamment dû à des parts plus importantes que la moyenne de la branche du commerce (20,8%) et des services financiers (13,5%). Cela s'explique par le statut de Genève, ville internationale et ville centre, ainsi que par sa place financière et son pôle de négoce de matières premières. Le canton abrite aussi des industries chimiques (arômes) et horlogères importantes.

L'économie genevoise a notamment été freinée ces dernières années par les changements dans la gestion de fortune transfrontalière, avec l'introduction de l'échange automatique de renseignements fiscaux et le renforcement de la réglementation. Le développement du négoce de matières premières et des activités associées, telles que le financement, a partiellement compensé ce manque à gagner. La démographie cantonale a été relativement dynamique, avec une augmentation de la population de 9,9% entre 2014 et 2023. Traditionnellement, le taux de chômage (3,8% en 2023 et 4,4% en septembre 2024) est plus élevé que la moyenne romande.

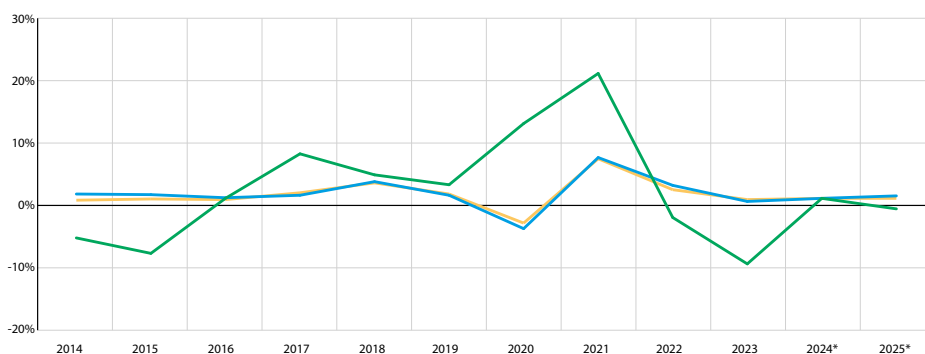
Le ralentissement conjoncturel a globalement été ressenti dans l'ensemble de l'économie et le PIB genevois a progressé de 0,9% l'an dernier. Une hausse de 1,1% est attendue cette année comme l'an prochain.

Genève

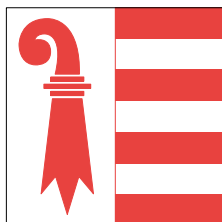
Évolution comparée des services financiers et des PIB romand et genevois (valeurs réelles)

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande
- PIB Genève

*Prévisions

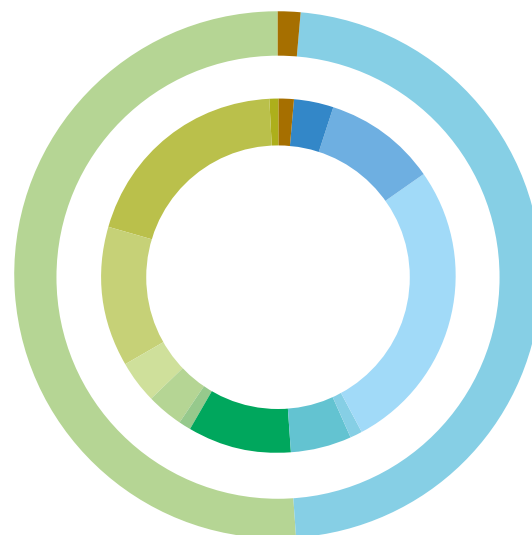


JURA L'industrie manufacturière au premier plan



Décomposition du PIB jurassien
(valeurs moyennes 2014-2023,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,6%
Secteur secondaire	47,4%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,7%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	10,1%
Machines, instruments, horlogerie	27,1%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1%
Construction	5,4%
Secteur tertiaire	51,0%
Commerce de gros et de détail, réparations	9,6%
Hôtellerie-restauration	1,1%
Transports, postes, télécommunications, édition	3,2%
Activités financières et assurances	4,0%
Activités immobilières, services aux entreprises	12,7%
Administration publique, santé, éducation, sports	19,6%
Autres	0,7%



Le canton du Jura, avec celui de Neuchâtel, est l'un des deux cantons manufacturiers de Suisse romande. Son secteur secondaire pèse 47,4% (moyenne entre 2014 et 2023) de son PIB, en raison notamment des parts élevées de l'industrie des machines et de l'horlogerie (27,1%) ainsi que de la chimie-pharma (10,1%), plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie jurassienne a profité ces dernières années du développement de ces groupes de branches. La construction et le commerce, ainsi que les services financiers, les services aux entreprises et les activités immobilières, ont également contribué à la croissance. La population de ce canton frontalier a augmenté de 3,0% entre 2014 et 2023. Le taux de chômage (3,4% en 2023 et 4,1% en septembre 2024) est un peu au-dessus de la moyenne romande.

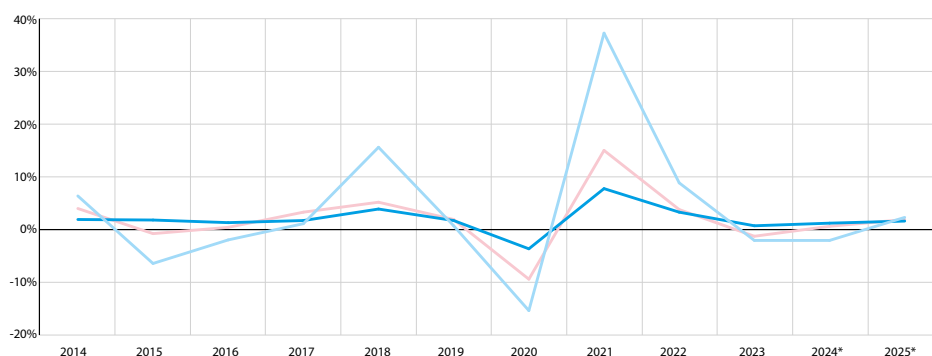
L'industrie des machines et l'horlogerie ont perdu leur élan avec le ralentissement de la conjoncture mondiale, et le canton du Jura a vu son PIB fléchir de 1,4% en 2023. Malgré le contexte international peu porteur, une croissance de 0,5% est attendue en 2024. En 2025, elle pourrait remonter à 1,8%.

Jura

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)

Machines, instruments et horlogerie
Suisse romande
PIB Jura

*Prévisions



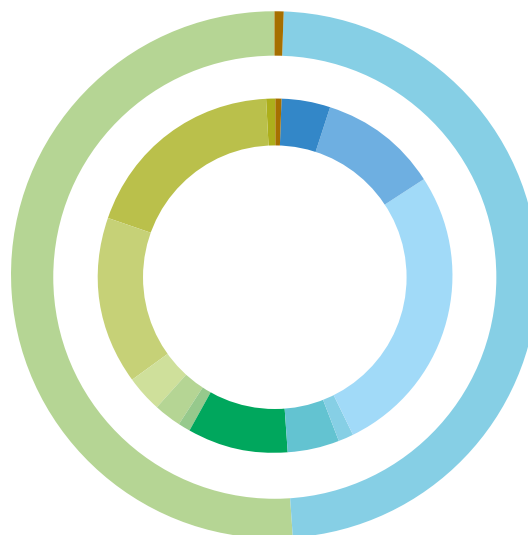
NEUCHÂTEL

Tourné vers les exportations



Décomposition du PIB neuchâtelois
(valeurs moyennes 2014-2023,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	0,6%
Secteur secondaire	48,3%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	4,5%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	10,8%
Machines, instruments, horlogerie	26,8%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,4%
Construction	4,7%
Secteur tertiaire	51,1%
Commerce de gros et de détail, réparations	9,3%
Hôtellerie-restauration	1,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	2,7%
Activités financières et assurances	3,3%
Activités immobilières, services aux entreprises	15,3%
Administration publique, santé, éducation, sports	18,8%
Autres	0,7%



Avec le Jura, Neuchâtel constitue l'un des pôles manufacturiers de la Suisse romande. Représentant 48,3% du PIB cantonal (moyenne entre 2014 et 2023), le secteur secondaire est très développé. L'industrie des machines et l'horlogerie (26,8%) ainsi que la chimie-pharma (10,8%) sont sensiblement plus présentes qu'en moyenne romande.

La progression ces dernières années des activités manufacturières, en particulier de la chimie-pharma, a bénéficié à l'économie neuchâteloise. La croissance du canton a également été alimentée par la construction, les services financiers ou les services aux entreprises et activités immobilières. La population a augmenté de 0,5% entre 2014 et 2023. Le taux de chômage (2,7% en 2023 et 3,9% en septembre 2024) est proche de la moyenne romande.

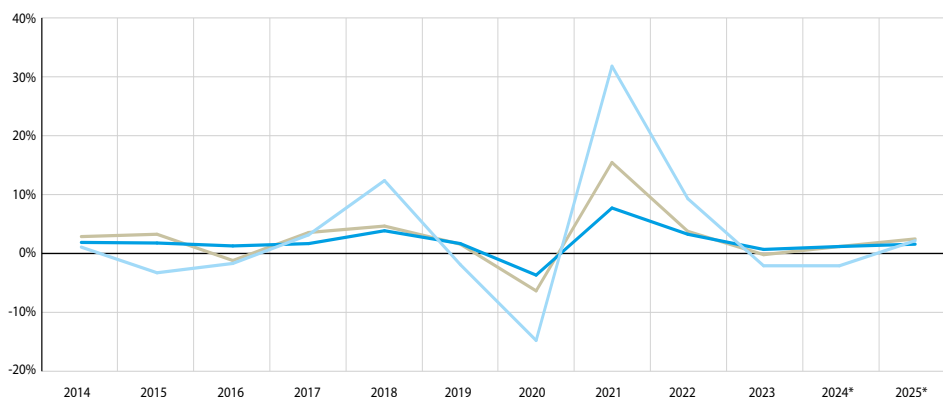
Le PIB neuchâtelois s'est replié de 0,3% en 2023, en raison de sa sensibilité aux aléas de la conjoncture mondiale. En dépit de la morosité de cette dernière, la croissance pourrait remonter à 1,1% en 2024. Elle pourrait réaccélérer à 2,4% en 2025.

Neuchâtel

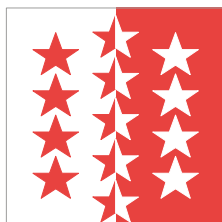
Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et neuchâtelois (valeurs réelles)

Machines, instruments et horlogerie
Suisse romande
PIB Neuchâtel

*Prévisions



VALAIS Aussi la chimie-pharma et l'énergie



Décomposition du PIB valaisan
(valeurs moyennes 2014-2023,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,6%
Secteur secondaire	29,1%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,1%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	12,0%
Machines, instruments, horlogerie	2,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	4,6%
Construction	7,0%
Secteur tertiaire	69,3%
Commerce de gros et de détail, réparations	11,6%
Hôtellerie-restauration	3,8%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,1%
Activités financières et assurances	5,5%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,4%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,7%
Autres	1,1%



Le canton du Valais a un profil un peu particulier. Sa réputation en tant que destination touristique se reflète dans une part de l'hôtellerie et de la restauration (3,8%) plus grande que la moyenne romande. Une autre caractéristique réside dans le poids élevé du secondaire (29,1%) dans le PIB cantonal. La chimie-pharma (12,0%), la production d'énergie (4,6%) et la construction (7,0%) sont plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie valaisanne a notamment bénéficié ces dernières années du développement de la chimie-pharma. Le commerce, les services financiers ainsi que les services aux entreprises et activités immobilières ont également alimenté la croissance. La démographie a été dynamique, avec une hausse de la population de 10,3% entre 2014 et 2023. Le canton connaît un taux de chômage (2,3% en 2023 et 2,5% en septembre 2024) plus bas que la moyenne romande.

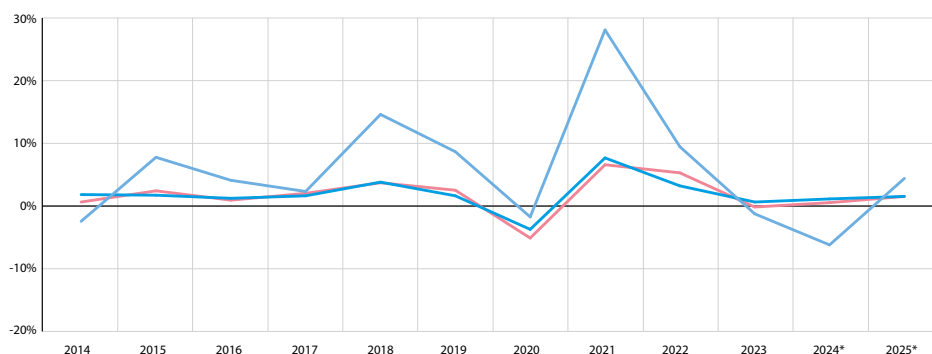
Le Valais a vu son PIB se replier de 0,2% en 2023. Pour 2024 et 2025, des croissances à des rythmes de respectivement 0,5% et 1,5% sont attendues.

Valais

Évolution comparée de la chimie-pharma et des PIB romand et valaisan (valeurs réelles)

Chimie-pharma
Suisse romande
PIB Valais

*Prévisions



VAUD Très diversifié



Décomposition du PIB vaudois
(valeurs moyennes 2014-2023,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,0%
Secteur secondaire	19,7%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,5%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	5,9%
Machines, instruments, horlogerie	4,9%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,6%
Construction	4,7%
Secteur tertiaire	79,3%
Commerce de gros et de détail, réparations	14,8%
Hôtellerie-restauration	1,7%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,8%
Activités financières et assurances	7,4%
Activités immobilières, services aux entreprises	24,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	25,5%
Autres	0,9%



L'économie vaudoise est au premier abord celle qui ressemble le plus à la moyenne romande ou suisse, avec près de quatre cinquièmes de tertiaire (79,3%), un cinquième de secondaire et un pour cent de primaire. Parmi ses branches phares se trouvent notamment les services aux entreprises et activités immobilières (24,1%), en lien notamment avec la présence dans le canton de quartiers généraux d'entreprises internationales et de fédérations sportives. Le canton abrite aussi des sociétés de secteurs variés : horlogerie, industrie alimentaire, pharma, machines, etc.

La chimie-pharma a d'ailleurs été l'un des principaux moteurs de la croissance de ces dernières années, aux côtés du commerce, des services financiers et des services aux entreprises et activités immobilières. Le canton se distingue aussi par une démographie dynamique, avec une augmentation de sa population de 11,1% entre 2014 et 2023. Il affiche un taux de chômage (3,3% en 2023 et 4,0% en septembre 2024) proche de la moyenne romande.

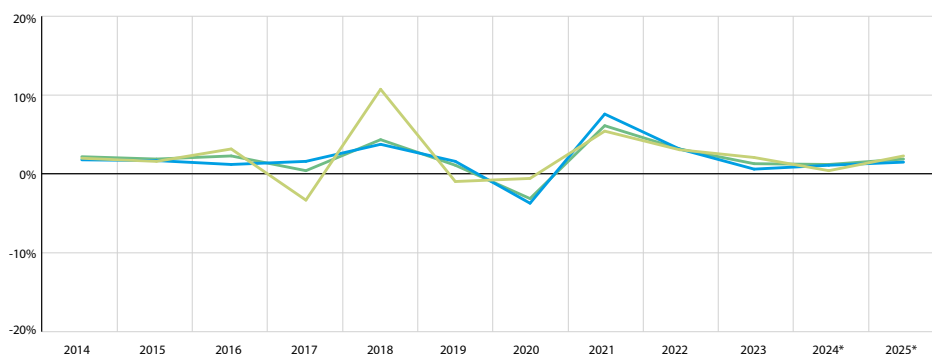
La croissance s'est inscrite à 1,3% l'an dernier. Pour cette année et l'an prochain, elle est attendue à respectivement 1,2% et 1,9%.

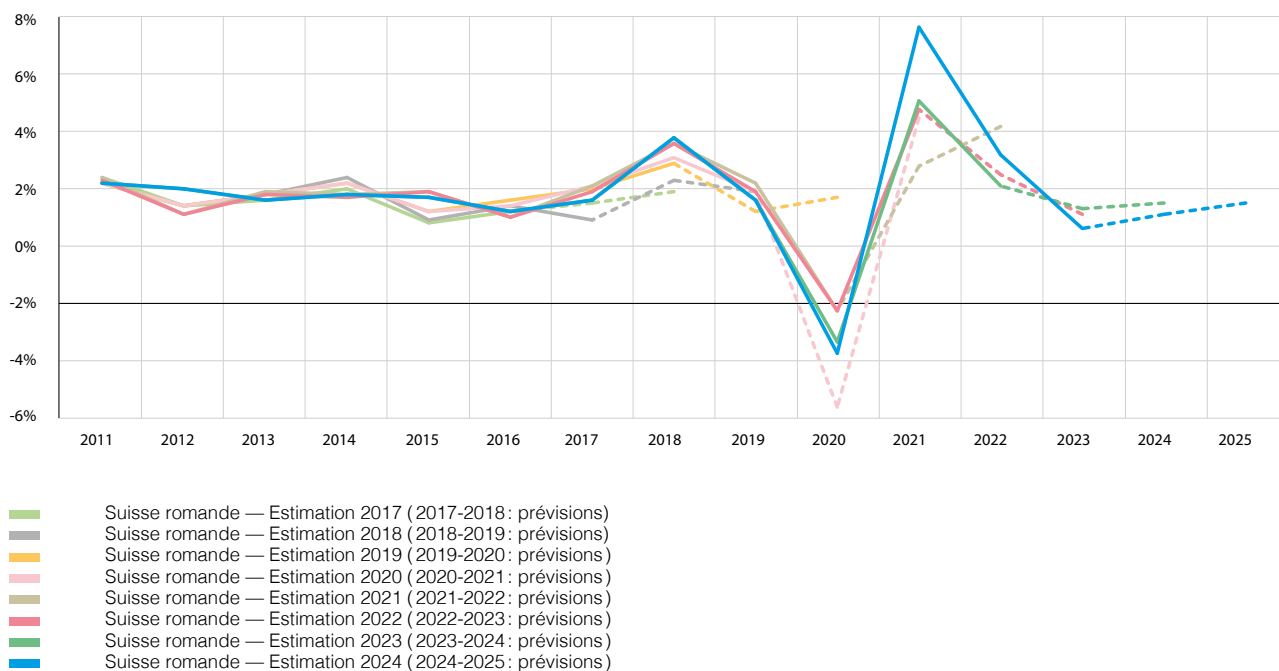
Vaud

Évolution comparée des services aux entreprises et activités immobilières et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)

- Services aux entreprises et activités immobilières
- Suisse romande
- PIB Vaud

*Prévisions





Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour les déterminer, le point de départ réside dans les estimations du PIB suisse du SECO et de l'OFS et leurs découpages en branches: il s'agit d'évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches. Le calcul du PIB romand est confié aux économistes Claudio Sfreddo (chef de projet depuis 2008) et Giuliano Bianchi, de l'Institut QUANTITAS pour l'analyse et la prévision économiques, hébergé à l'EHL et rattaché à la HES-SO. La méthode repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le SECO, ainsi que les estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant pour ce document sur les années 2008 à 2021). Pour chaque branche d'activité économique et au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Cette valeur ajoutée unitaire (VAU) correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les VAU ne sont pas identiques sur les plans cantonal et suisse, et la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires différents. Des VAU par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en EPT).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Des ajustements intègrent les impôts et les subventions. Les PIB cantonaux sont enfin additionnés pour donner le PIB romand.

Relativement simple conceptuellement, cette méthode implique une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. La méthode est susceptible d'évoluer.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestriel de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international, apprécié par une palette de prévisions: croissance du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine, évolution des prix du pétrole, de la valeur externe du franc, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur une base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands et par trimestre, avant d'être agrégées au niveau souhaité. Étant donné l'incertitude sur l'économie mondiale, les prévisions doivent être interprétées avec prudence.

Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données historiques et les prévisions ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse depuis quelques années pour des raisons comptables, mais sans effet sur la conjoncture.

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants :

www.bcf.ch www.bcv.ch www.bcj.ch
www.bcn.ch www.bcge.ch www.bcv.ch
www.forumdes100.ch

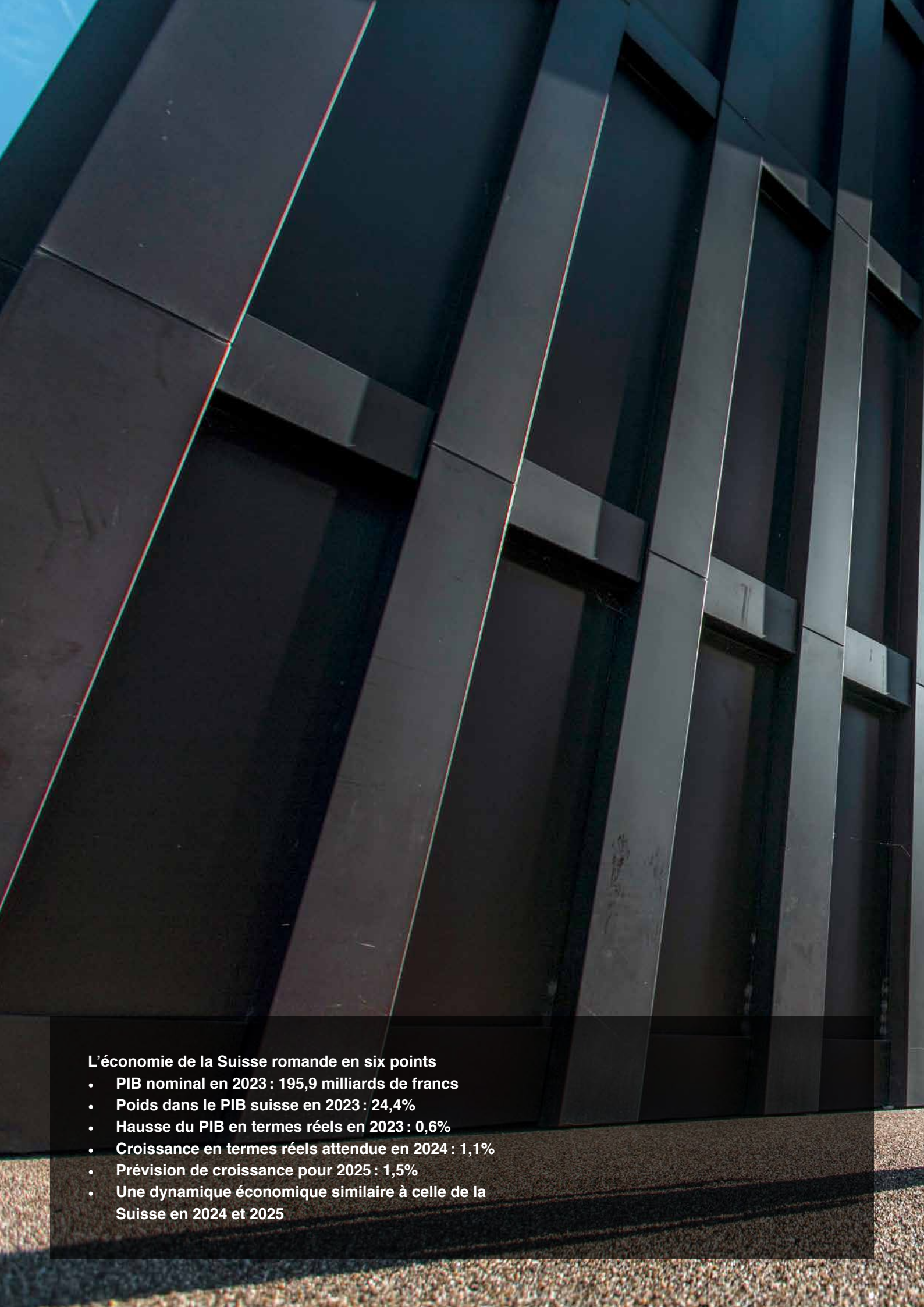
Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:

- Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCF
- Valère Gogniat, responsable éditorial Forums et Événements, Le Temps
- Christine Carrard, responsable communication, BCF
- Grégory Jaquet, porte-parole adjoint, BCGE
- Margaux Hâni, responsable marketing et communication, BCJ
- Fabienne Courvoisier, responsable communication et pôle économique, BCN
- Philippe Glassey, responsable communication et marketing, BCVS
- Claudio Sfreddo, économiste, QUANTITAS/HES-SO
- Giuliano Bianchi, économiste, QUANTITAS/HES-SO

Maquette et mise en page: Stefan Kõnnecke, kosdesign, Vevey

© 31 octobre 2024, banques cantonales romandes et Forum des 100.



L'économie de la Suisse romande en six points

- PIB nominal en 2023 : 195,9 milliards de francs
- Poids dans le PIB suisse en 2023 : 24,4%
- Hausse du PIB en termes réels en 2023 : 0,6%
- Croissance en termes réels attendue en 2024 : 1,1%
- Prévision de croissance pour 2025 : 1,5%
- Une dynamique économique similaire à celle de la Suisse en 2024 et 2025